



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2426  
30 janvier 2015  
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# Lutte

Le journal  
d'Arlette Laguiller

# OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

## Après la victoire de Syriza

**Seuls les  
travailleurs  
pourront  
faire payer  
la bourgeoisie**

### **Loi Macron**

**Une offensive  
radicale contre  
le monde  
du travail**

page 5

### **BCE**

**1000 milliards  
pour les  
spéculateurs**

page 10

### **Irak, Syrie**

**L'impérialisme  
responsable  
de la guerre**

page 12

# Après les élections, les travailleurs grecs devront continuer à se battre

«Syriza, c'est la sortie de l'euro, la fin de l'aide financière et le chaos»: voilà en substance ce qu'a voulu faire croire la Troïka – le FMI, la BCE et Bruxelles – pour décourager les électeurs de voter Syriza. Eh bien, son chantage n'a pas marché. Le peuple grec ne s'est pas laissé impressionner. En votant massivement pour la gauche radicale, il a rejeté l'austérité et les sacrifices. Il peut en être fier.

Depuis 2009, les Grecs ont vu leurs conditions de vie s'effondrer. Le chômage a triplé, les salaires et les pensions ont été diminués de 10, 20, 30%. Des milliers de commerces ont fermé, le système de santé a été largement démantelé, des milliers de fonctionnaires ont été licenciés.

Sauf les quelques centaines de familles liées aux armateurs et au grand capital de la distribution et du bâtiment, toute la population a été frappée. Ingénieurs, cadres, ouvriers, fonctionnaires, tous ont subi les licenciements, les retards et les amputations de salaire. Incapables de faire face aux dépenses quotidiennes, leur vie a été bouleversée.

Des familles se sont habituées à vivre sans électricité, d'autres à se faire soigner auprès des associations humanitaires et certaines à se nourrir dans les soupes populaires. Les plans dits de sauvetage ont accordé aux banquiers les garanties qu'ils voulaient, mais la Grèce, elle, a été transformée en pays du tiers-monde.

Après cinq ans de descente aux enfers, la population ne se résigne pas aux sacrifices. C'est une leçon pour nous tous et un gage d'avenir.

Aujourd'hui, ses espoirs se tournent vers Syriza et son leader Tsipras. Mais suffit-il de faire confiance à ceux qui se hissent au pouvoir en promettant monts et merveilles? Sûrement pas!

Nous sommes bien placés, ici en France, pour savoir que l'on a payé cher de telles illusions. Car ce sont les espoirs mis hier dans de beaux parleurs comme Mitterrand, Jospin ou Hollande qui ont engendré la démoralisation, la dépolitisation et le succès actuel des démagogues d'extrême droite dans les classes populaires.

En Grèce, les travailleurs en ont aussi fait l'amère expérience. En 2009, Papandreou, dirigeant du Parti socialiste, avait promis de «rompre avec la dictature des marchés financiers». Une fois au pouvoir, il a veillé à ce que les banquiers soient payés en temps et en heure, quoi que cela en coûte aux travailleurs.

L'histoire ne se répète pas à l'identique, mais il faut se préserver des erreurs passées. Ce n'est pas d'espoir que les travailleurs ont besoin, mais de conscience.

Tsipras a promis qu'il fera payer davantage les plus riches, y compris les armateurs et l'Église orthodoxe. Il a aussi promis de renégocier les termes de la dette auprès de la Troïka. À l'heure où tout le monde convient que cette dette ne pourra jamais être payée et que les cures d'austérité ont fait plus de mal que de bien, il obtiendra peut-être des créanciers qu'ils desserrent leur étau. Et avec une dizaine de milliards, il atténuera peut-être les souffrances des plus démunis.

Mais ce n'est pas ce qui sortira les Grecs de la misère et du chômage. Pas plus en Grèce qu'ailleurs, on ne peut créer des emplois et augmenter les salaires et les pensions sans remettre en cause les profits des capitalistes.

Pour garantir des services publics de santé et d'éducation dignes, il faut faire payer les plus riches.

Il ne peut pas y avoir de miracle. On ne mettra pas fin à l'austérité sans en extirper les racines: l'exploitation, le profit et le pouvoir des capitalistes. Et se fixer pour seul objectif de combattre les abus de certains capitalistes corrompus et voyous, comme le fait Syriza, c'est se vouer à l'impuissance.

Pour retrouver des conditions de vie dignes du 21<sup>e</sup> siècle, il faut mener une lutte sans merci contre le pouvoir de la bourgeoisie et des financiers.

Pour être victorieuse, cette lutte doit s'appuyer sur la force collective des travailleurs et sur leur action consciente, car ils sont les seuls à pouvoir réorganiser la société en fonction des intérêts du plus grand nombre.

Ce n'est pas l'objectif de Syriza, mais ce doit être celui des travailleurs grecs. Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas attendu les élections pour mettre en avant leurs exigences. Ils ont montré à maintes reprises leur combativité et leur détermination à se battre pour leurs conditions d'existence. Alors, tout ce que l'on peut leur souhaiter, c'est qu'ils continuent.

Si les élections permettent d'exprimer une opinion, elles ne permettent pas de changer le rapport de force avec les capitalistes. Pour cela, les seules armes des travailleurs, grecs comme français, sont celles de la lutte de classe, les mobilisations et les grèves. C'est de là, et non de Syriza, que peut venir le salut.

## Au sommaire

### LEUR SOCIÉTÉ

La loi Macron	4
Le gouvernement et le droit du travail	4
Le droit de licencier sans restriction	5
La disparition programmée du CHSCT	5
Le travail du dimanche imposé	5
Sarkozy et les heures sup des policiers	6
Nouvelles fermetures de maternités	6
La grève de SOS médecins	6
La collecte du sang et le profit	6

### ENSEIGNEMENT

«Enseignement moral»... ou union nationale	7
Lycée Victor-Hugo - Poitiers	7
Mulhouse : un enseignant réintégré	7
Grand-Couronne : CRS contre enseignement prioritaire	7

### DANS LE MONDE

La victoire de Syriza	8
Le gouvernement de coalition	8
Le programme de Syriza	8
Tsipras et les impôts de l'Église orthodoxe	9
La dette de la Grèce et ses profiteurs	9
Le plan de rachat de dettes de la BCE	10
Argentine: mort d'un magistrat	10
Ukraine : la population prise en étau	11
Tchad : une dictature alliée de la France	11
La lèpre et le sous-développement	11
Irak, Syrie : l'impérialisme à l'œuvre	12
Turquie : cent ans après, les mêmes mensonges	12
Guantanamo	12

### ENTREPRISES

Arc International	13
SNCF Paris-Est	13
La Poste - Echirolles	13
Carrefour Belle-Epine - Thiais	13
Aldi - Dammartin-en-Goële	13
Air France	13
SKF - Saint-Cyr-sur-Loire	13
Personnel hospitalier de Sotteville-lès-Rouen	13
La grève des éboueurs de Marseille	15
Relais et toilettes - gare de Marseille	15
RLD blanchisserie - Les Lilas	15

### ÉLECTIONS

L'élection législative partielle du Doubs : la campagne des candidats de Lutte Ouvrière	16
---	----

## Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut désormais trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.

# Les politiciens français et Syriza : ah, que la victoire est jolie...

La classe politique française a abondamment commenté la victoire de Syriza en Grèce.

Jean-Luc Mélenchon, membre du même groupe que les élus de Syriza au Parlement européen, y a vu l'annonce de sa propre victoire. Il est certain que, si Syriza est loin d'avoir fait la preuve qu'il pouvait changer le sort des travailleurs, il a au moins démontré qu'il pouvait gagner leurs suffrages.

Argument fort convaincant pour Mélenchon, les dirigeants du PCF, une partie des écologistes, voire des franges du PS, à la recherche d'une coalition à la gauche du PS, en vue de le remplacer aux affaires. Leur programme politique, à l'égal de celui de Syriza, consiste à demander aux

capitalistes de bien vouloir desserrer le nœud coulant qui étouffe les populations, tout en leur garantissant qu'on ne touchera ni au système capitaliste, ni à la propriété privée. Leurs applaudissements à la victoire de Syriza, l'outrance habituelle de Mélenchon, sont donc logiques.

Il est savoureux, en revanche, d'entendre Hollande appeler à poursuivre avec la Grèce la lutte contre l'austérité. Bruno Le Roux, le chef de file des députés PS, va même jusqu'à se féliciter de ce vote Syriza « pour sortir de la politique d'austérité » et Cambadélis, secrétaire du PS, salue « une victoire de la gauche ». Comme si Hollande et les siens n'étaient pas eux-mêmes en ce moment les principaux organisateurs de l'austérité et des coups portés aux travailleurs, comme s'ils n'avaient pas eux-mêmes participé à l'étranglement contre lequel ont voté les

travailleurs grecs.

Certains de leurs compères de droite, UMP ou autres, félicitent quant à eux les électeurs grecs pour leur volonté de sortir du carcan « imposé par Bruxelles », de l'austérité excessive, etc. Il y a trois ans, alors au gouvernement, les mêmes étaient prêts à étrangler la Grèce pour que la Société générale, la BNP et le Crédit agricole rentrent dans leurs sous.

C'est son score de 36 % qui vaut à Syriza les bravos de Le Pen, fille et père. Au cas où, en France, quelque chose de ce genre

se produirait, les démagogues ne veulent pas voir la bonne soupe et les électeurs leur filer sous le nez.

Ainsi chacun, de l'extrême gauche à l'extrême droite de l'arc politique bourgeois, tresse des couronnes à Syriza... pour pouvoir les poser sur sa propre tête. Cela ne caractérise pas seulement des politiciens français moutonniers et ridicules, effrayés par un déplacement de voix, eux qui font profession de tromper les électeurs. Cela montre aussi, malheureusement, que Syriza ne menace en rien l'ordre établi.

Paul Galois

## Chômage : toujours plus haut

En décembre dernier, le chômage a atteint en France un nouveau record, avec officiellement 5,5 millions de chômeurs, dont 3,8 millions sans aucune activité. « En décembre, la progression ralentit : elle est deux fois inférieure à la moyenne mensuelle des douze derniers mois », a souligné le ministre du Travail François Rebsamen, adepte de la méthode Coué. Pour un peu, il expliquerait que cette hausse est en réalité... une baisse.

La réalité, ce sont 190 000 chômeurs

supplémentaires en 2014, soit 520 de plus par jour, dimanche et fêtes compris. Comment pourrait-il en être autrement ? Le gouvernement a multiplié les aides au patronat : le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), déjà en vigueur, et le pacte de responsabilité, à venir. Les capitalistes empochent ces dizaines de milliards, mais ils n'embauchent que s'ils en ont besoin, et ce n'est pas le cas. Au contraire, dans de nombreuses entreprises, le patronat maintient sa production en réduisant

ses effectifs, par des gains de productivité, des suppressions de postes et des licenciements.

Il n'est donc pas surprenant que les périodes de chômage soient de plus en plus longues : 539 jours d'ancienneté moyenne d'inscription à Pôle emploi, un nouveau record. Et la précarité se généralise. Le capitalisme rejette ainsi des millions d'hommes et de femmes, de jeunes et de moins jeunes, qui ne demandent qu'à être utiles à la société.

Michel Bondelet

## Hollande à Davos : les bourgeois sont choyés

Davos est la station de ski suisse où a choisi de se réunir chaque hiver le gotha du capitalisme mondial. Après Sarkozy il y a quelques années, Hollande a décidé de s'y rendre.

Il y a lancé un appel à la mobilisation internationale contre le terrorisme, comme il le fait systématiquement ces derniers temps, quel que soit son auditoire.

Mais, devant ce parterre de patrons des quatre coins du monde, il a surtout vanté les nombreux dispositifs d'aide aux entreprises : en clair, les déductions de charges et réductions d'impôt dont elles bénéficient, pour le plus grand bonheur de leurs actionnaires. Il a particulièrement vanté les mérites du statut fiscal d'impatrié, qui permet aux cadres supérieurs et

dirigeants étrangers qui s'installent en France de ne pas payer d'impôts durant cinq ans sur une partie de leurs revenus. Le manque à gagner pour le fisc est de 125 millions d'euros pour ce seul dispositif.

Tous les dirigeants d'entreprise présents ont ainsi reçu l'assurance que Hollande s'occupait d'eux. Mais en doutaient-ils ?

Stéphane Fort

## Procès Bettencourt : des problèmes de petit personnel

Lors du procès qui s'est ouvert lundi 26 janvier à Bordeaux, les juges vont tenter d'éclaircir les dessous peu reluisants de l'affaire Bettencourt. Assise sur une fortune de 39 milliards de dollars, la vieille héritière de 92 ans s'est-elle fait arnaquer au passage par tout le petit personnel censé défendre ses intérêts : avocat et homme

d'affaires, gestionnaire de fortune, ami qui aurait récupéré plus de 400 millions d'euros en quatre ans, politicien venu récupérer des enveloppes en liquide pour financer des campagnes électorales ? Heureusement, la famille était là pour protéger la mère en portant plainte... et pour l'empêcher de dilapider son héritage.

La justice va donc tenter d'y voir plus clair, pour protéger la onzième fortune mondiale et ses héritiers. Par contre, personne ne semble vouloir revenir sur les droits de cette famille bourgeoise de voler quotidiennement les fruits du travail des dizaines de milliers de salariés de L'Oréal à travers le monde.

Gilles Botti



## Fêtes de Lutte Ouvrière

### Beauvais

Dimanche 1<sup>er</sup> février à partir de 11 heures  
Espace Argentine

### Maisons-Alfort

Samedi 7 février à partir de 18 heures  
Salle du Moulin-Brûlé - 47, avenue Foch  
à 18 heures : rencontre-débat avec Nathalie Arthaud

### Bobigny

Samedi 7 février à 18 heures  
Salle Max-Jacob - 36, rue de Vienne



# Loi Macron et autres attaques du gouvernement : une offensive radicale contre le monde du travail

Interrogé sur Europe 1 mardi 27 janvier, Macron, le ministre de l'Économie de Hollande, a déclaré que sa loi, en discussion à l'Assemblée nationale, était « historique ». Rien de moins !

Ce qui est certain, c'est qu'elle remet en cause le principe de base d'une des premières conquêtes du mouvement ouvrier, au 19<sup>e</sup> siècle, celle d'imposer que le contrat de travail qui lie le salarié à son employeur ne soit pas considéré comme un simple contrat commercial et s'accompagne de droits particuliers pour les travailleurs. Ce n'est qu'à partir de là que s'est construit depuis plus de cent ans, au travers des luttes ouvrières, le droit du travail. Et c'est à cela que s'attaque Macron. C'est donc un recul considérable qu'il veut imposer.

L'importance et le caractère général de cette attaque en cours, qui va, comme déjà annoncé, avoir des suites dans les mois à venir, n'ont entraîné quasiment aucune réaction de la part des dirigeants des confédérations syndicales : ni alerte générale, ni mobilisation, ni même la simple information et mise en perspective de ce qui se préparait.

Certes, il y a bien eu

une journée de protestation le 26 janvier à Paris, organisée par quelques structures syndicales, essentiellement celles du commerce, mais quasi exclusivement sur le seul problème du travail du dimanche. Cela apparaît, de la part des opposants officiels à la loi, la CGT et FO, comme une action symbolique, sans préparation. Et même pire, comme un dérivatif. Car cela semble dire que l'ensemble de la classe ouvrière n'est pas directement menacée par ce qui se trame, ce qui est manifestement faux.

Oui, toute la classe ouvrière est menacée dans ses droits élémentaires par l'ensemble des remises en cause du droit de licenciement pour raison économique. Toute la classe ouvrière est menacée par l'impunité garantie à tous les patrons qui violent ce qui reste de droit du travail. Toute la classe ouvrière est menacée par la quasi-disparition des contrôles sur la santé et des examens de dépistage



Lors de la manifestation du 26 janvier.

face aux maladies professionnelles et accidents du travail, par la mise en pièces des droits des médecins du travail et de l'Inspection du travail. Toute la classe ouvrière va payer le prix de la disparition de fait des Prud'hommes. Et, bien évidemment, l'introduction de la disparition du contrat de travail ouvre la voie à une régression de plus de cent ans.

Les seuls à avoir immédiatement réagi, à faire entendre leur voix, sont les professions libérales, un peu écornées dans cette loi, qui ont été prises comme bouc émissaire par le gouvernement pour cacher le fond des attaques, mais pas la classe ouvrière, pourtant la plus gravement attaquée. Et ce sont les représentants des professions libérales qui, à l'occasion, ont

cherché une convergence dans leur action, comme les notaires qui se sont joints à la manifestation parisienne du 26 janvier.

Pourtant, les travailleurs auraient infiniment plus de raisons de s'opposer à cette loi. Mais, à la différence des notaires, leurs organisations ne font rien pour les y aider.

Paul Sorel

## Le gouvernement et le droit du travail : les patrons de plus en plus intouchables

Parallèlement à la loi Macron, un projet de loi réformant l'Inspection du travail est en attente de passer au Parlement. En combinant les deux, on taille à coups de serpe dans la réglementation du travail en faveur des salariés.

La première mesure concerne les pouvoirs des inspecteurs du travail. Jusqu'ici, un patron qui enfreignait les dispositions les plus importantes du Code du travail pouvait se voir dresser un procès-verbal par l'inspecteur du travail. Transmis au procureur de la République, cela pouvait donner lieu, très rarement, à une comparution devant le tribunal correctionnel. Les peines de prison contre le patron délinquant, en théorie possibles, n'étaient jamais prononcées. Mais c'était encore trop pour les patrons.

Dorénavant, l'Inspection du travail n'en aura plus la possibilité. Le

patron, même multirécidiviste, même délinquant notoire, ne pourra encourir, au pire, qu'une simple amende décidée par l'Inspection du travail, que le ministre pourra toujours annuler.

La deuxième mesure, contenue elle directement dans la loi Macron, concerne l'existence même du contrat de travail. Par un tour de passe-passe, avec des annulations d'anciennes lois, le projet Macron permet de transformer en contrat commercial l'embauche d'un salarié par son patron. Ainsi, si le salarié et le patron en conviennent par une convention spécifique

– comment le salarié en recherche d'emploi pourrait-il s'y opposer ? – les litiges entre eux ne relèveraient plus des tribunaux des prud'hommes, chargés de faire appliquer le Code du travail, mais de ceux amenés à juger des relations commerciales entre employeurs. Donc, fini le contrat de travail, bonjour les relations commerciales régies par le droit des affaires, et plus du tout par le Code du travail. Et cela au seul bon vouloir des employeurs.

Il a fallu des luttes violentes, des morts dans les combats de la classe ouvrière, pour imposer des droits spécifiques pour les salariés au travers d'un contrat de travail. Avec un simple article de loi, Macron et le gouvernement voudraient réduire cela à néant.

P.S.

## • Droit de licencier sans restriction

La loi Macron est le deuxième étage des mesures pour réduire quasiment à rien les quelques entraves existantes aux licenciements économiques. En juin 2013, la loi avait enlevé aux Prud'hommes et transmis aux représentants du ministère du Travail le soin de vérifier le respect de l'obligation de reclassement qui existe dans la loi, même si c'est en bonne partie de façon théorique. Cette modification avait pour but d'empêcher la justice d'annuler toute la procédure de licenciement et de contraindre l'employeur à réintégrer les salariés, ou du moins l'obliger à verser des indemnités parfois non négligeables, ce qu'elle faisait quelquefois.

Mais, avec la nouvelle loi, on plonge dans l'absurde. Les salariés qui veulent contester la décision d'homologation des plans de licenciements patronaux par l'administration peuvent toujours saisir les tribunaux administratifs, voire aller jusqu'au

Conseil d'État.

Avec la loi Macron, les jugements de ces tribunaux seront sans effet, quoi qu'ils décident, quoi qu'ils jugent. En effet la loi décrète qu'ils ne pourraient avoir comme conséquence ni d'annuler la procédure, ni de réintégrer les salariés victimes de ce déni de droit, ni même de leur permettre de réclamer quelque compensation financière que ce soit.

Macron a inventé les jugements sans effet. Et encore, il voulait totalement supprimer la possibilité pour les salariés de contester la réalité économique des licenciements. Mais il a dû reculer devant le tollé que cela a provoqué, y compris à l'intérieur même du corps de la magistrature. Mais, s'il a annulé cette mesure qui mettrait un point final à toute contestation légale, il a fait en sorte que sa loi rende presque totalement stérile tout recours juridique.

P.S.

## LEUR SOCIÉTÉ

# Le travail du dimanche imposé : les travailleurs n'en veulent pas

Le travail du dimanche est la mesure de la loi Macron dont tout le monde a parlé. Même si elle est loin d'être la seule atteinte aux droits des salariés contenue dans ce projet de loi, et pas la plus grave, il n'en reste pas moins que les travailleurs directement menacés ont bien raison de faire entendre leur refus.

Pour l'essentiel, elle va permettre aux patrons du secteur, et en priorité aux géants du commerce, de pouvoir faire travailler sous la contrainte leurs salariés jusqu'à douze dimanches par an, en les payant à leur gré puisque cela dépendra des négociations à venir. Quant au « libre choix des salariés »,

il est une légende, surtout en cette période de chômage de masse. Partout, dans le commerce, l'industrie, le bâtiment et les services, le mot d'ordre des patrons est d'obliger les salariés à travailler plus en gagnant moins, rejetant tous les autres au chômage.

Alors, la lutte des salariés menacés par le travail du dimanche rejoint la lutte de tous les travailleurs, contre ce projet de loi, certes, mais plus fondamentalement contre l'offensive générale des capitalistes, afin d'imposer tous ensemble la garantie des intérêts communs du monde du travail.

P.S.

# Quand on aime (les patrons), on ne compte pas

Cette année encore, les entreprises pourront déduire dès le 15 mars le montant du crédit d'impôt que le gouvernement leur offre sous prétexte de stimuler la croissance et l'emploi (CICE), alors qu'il était initialement prévu qu'ils en bénéficient en fin d'année.

L'an dernier, le gouvernement a offert quelque 8 milliards d'euros aux patrons à travers le CICE. Ceux-ci ont empoché l'argent, sans pour autant créer des emplois ; les chiffres du chômage, en hausse presque constante,

sont là pour le prouver. C'est de l'argent public dépensé en pure perte pour la collectivité.

Mais, en avançant le paiement du CICE, l'État se prive en plus de rentrées. En supposant que ces 8 milliards aient été placés pendant six mois ne serait-ce qu'au taux de 1 %, qui est celui du livret A, l'État aurait encaissé 40 millions d'euros, soit le prix de la construction d'un grand lycée, d'une maternité de proximité ou de 1 000 places en crèche.

M.L.

# Sarkozy et les heures sup des policiers

Interrogé sur le plan de lutte contre le terrorisme annoncé par Manuel Valls, Sarkozy a proposé « de rétablir les heures supplémentaires dans la police et les services de renseignement ». Ce qui, d'après lui, représenterait « 4 000 équivalents temps-plein de plus tout de suite ».

Sauf que, selon un responsable syndical de Police, les policiers effectuent quasi quotidiennement des heures supplémentaires, avec des dépassements de leur vacation, des rappels, des décalages. Ils subissent la pression d'une culture du résultat, assortie de la

politique du chiffre et des quotas mise en œuvre depuis 2004, alors que Sarkozy était ministre de l'Intérieur. Certains compteurs d'heures supplémentaires dépassent les mille heures stockées, impayées, qu'il leur est difficilement possible de prendre tant les contraintes de présence opérationnelle sont pressantes, du fait, entre autres, de la réduction des effectifs policiers... opérée par le même Sarkozy.

Sarkozy cherche à se distinguer du gouvernement... et il s'est pris les pieds dans le tapis.

David Marcil

# La disparition programmée des CHSCT

Les négociations sur la « modernisation du dialogue social » ont montré que le patronat remet en cause la représentation des salariés dans les entreprises, et plus particulièrement dans les CHSCT (comités d'hygiène et de sécurité et des conditions de travail).

Actuellement, un CHSCT est obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés. Ses membres sont élus par les représentants du personnel. Il a un rôle de prévention des risques, surtout en situation d'urgence : il peut mener des enquêtes, faire appel à un expert et se pourvoir en justice. Comme il n'a pas de budget propre, les frais sont par conséquent à la charge du patron de l'entreprise.

Ces dernières années, les CHSCT ont souvent été actifs, en dénonçant les conditions de travail indignes, les dangers de l'amiante,

le harcèlement au travail. Insupportable pour les patrons, dont les représentants au Medef, à la CGPME ou l'UPA veulent ôter aux CHS les quelques pouvoirs que la loi leur octroyait.

Dans le projet du Medef, les comités d'hygiène et de sécurité ne seraient plus qu'une commission du conseil d'entreprise. Les syndicats estiment qu'environ 100 000 élus perdraient leur mandat dans les 26 000 CHSCT existants. Ce comité ne serait obligatoire que dans les entreprises de plus de 300 salariés.

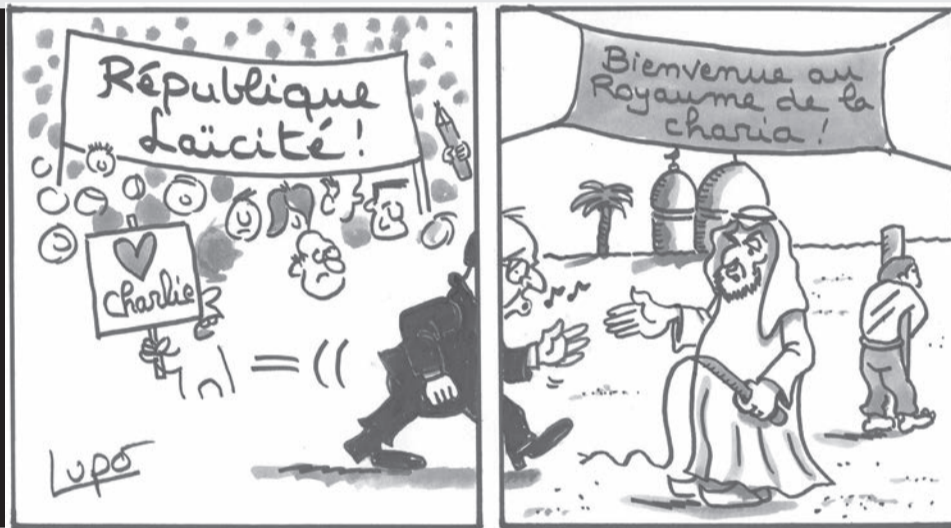
Les patrons affirment,

la main sur le cœur, que les conditions de travail de leurs salariés sont une de leurs préoccupations majeures. Pourtant, il y a eu 541 morts par accident de travail en 2013 et près de 620 000 arrêts de travail causés par les accidents – certainement plus en réalité, nombre d'employeurs faisant pression sur leurs salariés pour qu'ils prennent un simple arrêt maladie, afin de ne pas voir leurs cotisations à la Sécurité sociale augmenter. À ces morts dans l'entreprise, il faut ajouter 430 décès dus aux maladies professionnelles et 306 au cours des trajets. De plus, des dizaines de milliers de salariés se retrouvent handicapés pour toute leur vie.

Marianne Lamiral

## fil rouge

HOLLANDE AU ROYAUME DES MILLE ET UN COUPS DE FOUET



### Hollande et la sagesse d'un roi

Accompagné du ministre de la Défense Jean-Yves Le Drian, Hollande est arrivé en Arabie saoudite pour présenter ses condoléances au nouveau roi.

Le vendredi précédent, au forum de Davos, Hollande affirmait que « l'Arabie saoudite était un partenaire, sur le plan économique et politique », et qu'il avait avec le roi Abdallah « des relations de confiance, y compris pour lutter contre le terrorisme ». Hollande rendait, a-t-on appris à cette occasion, régulièrement visite à ce roi et en louait la sagesse.

La sagesse d'un roi se mesure-t-elle en millions de dollars, en dizaines de décapités, en femmes opprimées ou en travailleurs sans droits ?

Non : en commandes d'armements !

### L'occasion de se taire

Parlant du roi Abdallah, la directrice du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, a déclaré qu'il « était, de manière discrète, un grand défenseur des femmes ».

La lapidation discrète des femmes, c'est avec des petits cailloux ?

### Jean-Marie Le Pen et les complots

« La mise en place de la réaction politico-médiatique fut si rapide qu'il ne

peut pas y avoir d'improvisation », a-t-il expliqué à propos des attentats des 7, 8 et 9 janvier à Paris : « Un plan média était préparé à l'avance ». Et si les terroristes ont été tués, alors qu'« on peut neutraliser les gens avec des grenades soporifiques », c'est qu'ils étaient « membres d'une organisation secrète ».

Quelques jours plus tard, Le Pen a été blessé dans l'incendie de sa maison de Rueil-Malmaison. Un incendie accidentel ? Cela a été promptement rapporté par les médias. Assurément, un coup de cette fameuse « organisation secrète ».

### Macron dans le potage

Macron, le ministre de l'Économie, voulait rencontrer des ex-salariés des abattoirs Gad dans le Finistère pour, prétendait-il, s'excuser de les avoir traités d'illettrés en septembre dernier.

Mais il faut croire qu'un grand nombre de travailleurs n'avaient pas envie de l'écouter, ne serait-ce sans doute parce que, sur les 889 licenciés, 700 n'ont toujours pas retrouvé d'emploi. Alors, Macron a dû se contenter de parler devant une centaine de personnes.

Le ministre n'aura quand même pas fait le déplacement pour rien. Un des travailleurs, ayant déclaré : « Ses excuses, je ne les prends pas », lui a aussi offert un paquet de pâtes en forme d'alphabet. Le ministre de l'Économie, une nouille ?

# Maternité : nouvelles fermetures en vue

La Cour des comptes vient de publier un rapport incitant le gouvernement à fermer treize nouvelles maternités. Celles-ci pratiquaient moins de 300 accouchements par an, le seuil fixé en 1998 pour déclencher la fermeture. Mais elles ont bénéficié de dérogations car elles sont situées dans des zones souvent éloignées de gros centres hospitaliers.

L'argument de la sécurité est invoqué, selon lequel trop peu d'accouchements dans une maternité augmenterait le risque d'erreur médicale. Un argument discutable. Ainsi à Die, dans la

Drôme, la maternité, menacée de fermeture, ne pratique que 140 à 150 accouchements par an, sans qu'il y ait eu d'incident à déplorer. La fermer signifierait se rendre à Valence, à plus d'une heure et demie de route pour certains villages par beau temps, parfois le double en hiver, ce qui est aussi un facteur d'insécurité non négligeable.

D'autres maternités, comme celle de Montluçon, sont aussi sur la sellette, bien qu'elles dépassent largement le seuil de 300 accouchements par an. À Montluçon, la Cour des

comptes pointe le sous-effectif d'anesthésistes et de gynécologues obstétriciens. Le manque de médecins y est criant, comme dans bien des régions. Il aurait fallu que l'État fasse en sorte qu'il y ait du personnel compétent, au lieu de réduire l'accueil du public.

Mais ce n'est pas cela que préconise la Cour des comptes. Elle se préoccupe en effet d'équilibre financier, et ces fermetures visent à faire des économies aux dépens de la santé publique.

Antoine Ferrer



Manifestation pour le maintien d'un hôpital et d'une maternité en 2012.

## Grève de SOS médecins : un système de santé bien malade

**L'association de médecins libéraux SOS médecins s'est mise en grève pour protester contre la politique du gouvernement, qui menaçait de supprimer les interventions de médecins de ville la nuit.**

En fait, le système de garde de nuit se dégrade depuis des décennies, à cause de la baisse du nombre de médecins. Jusqu'en 2002, les gardes étaient obligatoires, mais devenaient trop lourdes pour des médecins déjà débordés par leur travail de jour. Depuis cette date, elles se font donc au volontariat et sont rémunérées par un forfait d'astreinte et une augmentation du prix de la visite, pour inciter les médecins à se porter volontaires (50 euros entre 20h et minuit et 100 euros entre minuit et 8h).

Ce système n'a pas enrayer la dégradation de la situation et la nuit devient bien souvent une sorte de

désert médical. Un rapport du conseil de l'Ordre des médecins de janvier 2014 constate que 61% des territoires ne sont pas couverts entre minuit et 6 heures du matin. Là où il y a encore des médecins, leurs tarifs deviennent prohibitifs : 82,50 euros pour une simple visite.

Bien souvent, les médecins qui travaillent la nuit le font dans le cadre d'associations du type de SOS médecins. Or les Agences régionales de santé de Lorraine et du Nord-Pas-de-Calais, pour faire des économies, viennent de supprimer la rémunération de l'astreinte de 100 euros pour la période entre minuit et 6h, et les responsables de SOS

médecins craignaient que cette mesure soit étendue à d'autres départements. Cela aurait représenté un manque à gagner pour SOS médecins, mais également une nouvelle dégradation de l'accès aux soins. Car, si les médecins sont moins payés, ils seront encore moins nombreux à accepter de travailler la nuit.

La ministre de la Santé, Marisol Touraine, a annoncé que cette mesure ne serait pas généralisée. Mais il n'en reste pas moins que la médecine de ville de nuit est déjà réservée à certaines zones urbaines et à ceux qui en ont les moyens. Pour les autres, il ne reste que les services d'urgences, parfois inadaptés et souvent saturés. Tel est le résultat de la politique d'économies dans le domaine de la santé de ces quarante dernières années.

Jean Pollus

## Collecte du sang : la loi du profit

Mardi 27 janvier, les salariés de l'Établissement français du sang (EFS) ont fait grève pour protester contre la remise en cause du monopole de l'EFS et ses répercussions en termes d'emplois. En effet, en France, l'EFS est seul habilité à collecter des produits sanguins (sang, plasma et plaquettes). La collecte se fait par le biais de campagnes de dons volontaires et gratuits. Dans d'autres pays – 70 dans le monde, selon l'OMS – la collecte est rémunérée et assurée par des laboratoires privés.

Les inquiétudes des salariés de l'EFS, dont les syndicats annoncent la suppression possible de 500 à 1200 emplois sur un total de près de 10 000, sont

justifiées, car le gouvernement semble décidé à céder au privé tout ou partie de la collecte du sang. Ainsi, en juillet 2014, le Conseil d'État a autorisé le laboratoire suisse Octapharma à commercialiser un plasma SD dont la préparation demandait un traitement industriel par solvant-détergent (d'où SD). Pour Octapharma, cela fait de ce plasma un médicament que seuls des laboratoires pharmaceutiques peuvent collecter et vendre. Et l'EFS n'est plus autorisé à le vendre puisqu'il n'a pas le statut de laboratoire pharmaceutique et ne peut commercialiser des médicaments.

D'autres laboratoires pharmaceutiques, australien (CSL Behring),

américain (Baxter), s'associent à Octapharma pour obtenir que la collecte rémunérée du sang soit légalisée en France. À la clé, ils espèrent augmenter encore leurs parts de marché. Un rapport parlementaire de 2013 estime que déjà 40% des produits dérivés du sang achetés par les hôpitaux français sont composés de sang de donateurs rémunérés. Et la France ne représente qu'une petite partie d'un marché mondial des produits sanguins évalué à environ 12 milliards d'euros.

Dans ce système capitaliste, on fait du fric avec tout, y compris avec le sang.

Cédric Duval

## Dépenses de santé : au bonheur des labos

L'Assurance maladie vient de publier des chiffres sur les remboursements qu'elle a effectués au mois de décembre et sur toute l'année dernière. Il en ressort que les dépenses de santé ont plus augmenté que prévu par l'objectif gouvernemental.

Voilà qui ne justifierait guère de commentaire, sauf que l'essentiel de l'augmentation est due au SovaIdi, le nouveau médicament contre l'hépatite C.

Lors de son lancement fin 2013, il coûtait 19 000 euros le flacon de 28 comprimés, soit... 57 000 euros le traitement, puisqu'il faut en prendre pendant douze

semaines. Qu'on se rasure, il ne coûte plus « que » 13 667 euros le flacon, et donc 41 000 euros le traitement ! Voilà qui a permis à Marisol Touraine de se féliciter d'avoir ainsi obtenu « l'accès à des soins de qualité et innovants, au meilleur coût pour la Sécurité sociale et les patients ».

Pour l'Assurance-maladie, qui rembourse Sovaldi à 100%, et c'est heureux, ce sont des centaines de millions d'euros qui creusent un peu plus le « trou ». Mais pour Gilead, le laboratoire qui le commercialise, c'est autant de gras en plus. Écœurant !

Sophie Gargan

## À Mirebeau : une misère révoltante

L'antenne sociale du Secours catholique de Mirebeau, au nord de Poitiers, soulignait dernièrement les difficultés croissantes de familles populaires, dont de nombreuses personnes âgées, pour se chauffer ou se déplacer pour se rendre au travail.

Des propriétaires de logements qui ont bénéficié d'aides publiques, pour les rénover, et qui les louent cher, l'ont fait à l'économie, sans isolation et avec un chauffage électrique qui fait atteindre des sommets aux factures d'électricité. C'est le cas également de la part de bailleurs sociaux. Des travailleurs ont de réels problèmes pour payer l'essence pour aller au travail, comme des ouvriers de Marie-Surgelés qui ont vu leur poste de travail

transféré de Mirebeau à Airvault, à 20 km de là, où cette travailleuse du CHU de Poitiers effectuant quotidiennement 70 km de trajet, et qui a connu des difficultés du fait d'un retard d'allocations familiales.

Interrogée par la presse, une bénévole du Secours catholique rappelait que « les gens n'osent pas réclamer de l'aide publique », ce qui laisse supposer une misère bien plus étendue et profonde que ce que les chiffres des organismes sociaux font apparaître.

Des retraites indécentes, des salaires insuffisants pour vivre : la bourgeoisie et ses larbins gouvernementaux font payer cher aux familles populaires l'absurdité de leur économie.

Correspondant LO

# Enseignement moral... ou union nationale

**Des enseignants, décontenancés par le comportement de certains de leurs élèves ces dernières semaines, se sont-ils sentis soulagés par l'annonce du plan de mobilisation de la ministre de l'Éducation nationale ? Pas sûr.**

Najat Vallaud-Belkacem prévoit mille nouveaux formateurs, chargés de leur fournir des pistes sur la laïcité, l'enseignement moral et civique. La ministre en appelle à un sursaut collectif, une façon de transformer les enseignants en vecteurs de la propagande

pour l'union nationale proclamée par Valls et Hollande.

Le plan de « mobilisation pour l'école » ne va pas jusqu'à prévoir un carnet de mobilisation pour une nouvelle guerre, mais il est tout de même prévu d'encourager une participation

active des élèves aux commémorations patriotiques. Il s'agit de les amener à « comprendre la signification des rites de la République ». De quels rites et de quelle République s'agit-il ? Du patriotisme agité pendant les deux guerres mondiales ? De la III<sup>e</sup> République, qui a enfermé dans des camps les antinazis allemands et les antifranquistes espagnols réfugiés en France ? Du modèle que constitue la majorité des

députés de cette même III<sup>e</sup> République, alors qu'ils ont voté le 10 juillet 1940 de transférer le pouvoir à la dictature de Pétain ? Ou des valeurs de la France coloniale, droite et gauche confondues, qui a mené des guerres féroces en Indochine et en Algérie contre des peuples qui voulaient secouer leur joug ?

Si cela consiste à expliquer à des jeunes qui se sentent à juste titre exclus de la société, parce qu'ils sont au chômage ou vivent dans les quartiers les plus déshérités, qu'ils appartiennent, au même titre que les plus riches, à la « communauté nationale », ça, c'est un mensonge !

Jean Sanday

## Lycée Victor-Hugo – Poitiers : menaces de sanctions contre un enseignant

**Un enseignant de philosophie du lycée Victor-Hugo, situé au centre-ville de Poitiers, s'est vu signifier par le rectorat une suspension à titre conservatoire durant quatre mois, en vue d'un conseil de discipline, suite à un comportement prétendument indigne lors de la minute de silence en mémoire aux victimes de la tuerie de début janvier.**

Alors qu'il n'était pas présent lors de cet acte de recueillement, il lui est reproché d'avoir fait l'apologie d'actes de terrorisme. Deux inspecteurs incriminent, quant à eux, des propos tenus en classe, rapportés par des parents d'élèves directement au rectorat.

De toute évidence, par cette mesure administrative et la poursuite judiciaire engagée, le recteur, représentant politique du gouvernement actuel, veut faire un exemple à l'encontre d'un enseignant, militant du DAL, dont

l'indépendance d'esprit doit le chagriner depuis bien longtemps. Il est scandaleux qu'il soit sanctionné.

On peut être révolté par les attentats des intégristes – et cet enseignant, bien connu du milieu associatif et politique poitevin, est à mille lieues de soutenir ces actes barbares – sans pour autant être prêt à marcher du même pas que les gouvernants qui bombardent à droite, à gauche, au gré des intérêts du capital français, et sans se reconnaître dans la brochette des Netanyahu, Bongo et consorts, qui se servent des droits

démocratiques comme d'un paillason. Un professeur de philosophie peut, peut-être, faire réfléchir et s'exprimer ses élèves plus efficacement, en ne s'en tenant pas à un silence lourd d'ambiguïtés.

Alors qu'il a affiché « Je suis Charlie », lors d'une récente réunion avec les chefs d'établissement de l'académie, le recteur montre, par cette sanction, le peu de cas qu'il fait de la liberté d'expression qu'il prétend promouvoir. La mobilisation pour exiger la réintégration de cet enseignant prend forme, portée par des organisations politiques (Ensemble, Jeunes écologistes, LO, NPA), le syndicat enseignant Snes-FSU, sous la forme d'une pétition, et un rassemblement de lycéens.

Correspondant LO

## Mulhouse : un enseignant réintégré

**Un enseignant d'arts plastiques du collège Villon, à Mulhouse, a été suspendu lundi 17 janvier pour une durée de quatre mois avec traitement, pour avoir montré des caricatures au lendemain des attentats.**

Abordant les élèves comme il a été demandé de le faire dans de nombreux établissements, l'enseignant a présenté des dessins provenant du monde entier qui rendent hommage aux victimes, dont des dessins de *Charlie Hebdo*.

Quelques élèves, puis des parents, lui ont alors reproché d'avoir montré deux caricatures de Mahomet. Un parent aurait menacé d'appeler à un rassemblement devant le collège. Puis, une fois que l'enseignant a été suspendu, la principale est venue demander des rapports écrits aux élèves. L'enseignant n'a

même pas été entendu par le rectorat, qui lui a reproché une faute professionnelle grave et d'avoir porté atteinte à l'ordre public par sa seule présence. Rien de moins !

En pleine mobilisation pour la liberté d'expression, c'était le comble ! La direction de son établissement ainsi que le recteur préféraient lâchement s'aplatir devant la pression de quelques croyants, plutôt que d'affirmer haut et fort le droit à l'humour, voire à la critique, à propos des croyances moyenâgeuses que sont les religions.

Le lendemain, quelque 150 enseignants se

retrouvaient devant la sous-préfecture à Mulhouse pour marquer leur solidarité avec l'enseignant et pour exprimer leur indignation devant sa suspension. La grande majorité des enseignants de ce collège populaire étaient d'ailleurs en grève pour le soutenir, et l'ensemble des syndicats de l'éducation de l'académie appelaient à leur tour à la grève le vendredi suivant, pour obtenir l'annulation de la suspension.

Peur de la mobilisation ? Pression du ministère après le discours de Hollande, qui a appelé à soutenir les enseignants dans leurs difficultés devant les réactions de certains élèves ? Toujours est-il que la suspension était annulée jeudi, ce qui était bien la moindre des choses.

Correspondant LO



## Grand-Couronne : CRS contre éducation prioritaire

Vendredi 23 janvier, des parents d'élèves, des enseignants et des élus de Grand-Couronne (dans l'agglomération de Rouen) avaient décidé de bloquer l'entrée du collège Jean-Renoir, pour obtenir le maintien de cet établissement et des écoles qui lui sont liées dans l'éducation prioritaire. En effet ils font partie des 9 collèges et des 35 écoles que le rectorat de Rouen a décidé de sortir des réseaux d'éducation prioritaire. Alors qu'on nous rebat les oreilles avec

la nécessité d'améliorer l'éducation dans les écoles des quartiers populaires, cette mesure signifie que ces établissements auront encore moins de moyens.

Comme si cela ne suffisait pas, le rectorat, c'est-à-dire le ministère, a envoyé des CRS pour déloger ces « dangereux » manifestants.

Plus de répression policière et moins de moyens pour l'enseignement, voilà la politique du gouvernement !

Correspondant LO

**Au sommaire de Lutte de Classe n°165 (janvier-février 2015)**

**Discussions et interventions au 44<sup>e</sup> congrès de Lutte Ouvrière**

Prix : 2 euros  
Envoi contre cinq timbres à 0,76 euro

# Victoire de Syriza : un vote anti-austérité

Comme le laissaient entendre les sondages, l'élection législative du 25 janvier en Grèce a donné la victoire à Syriza, la coalition de la gauche radicale. Annoncée fin décembre à la suite de l'échec de l'élection présidentielle anticipée, l'élection législative a mobilisé un peu plus d'électeurs que le précédent scrutin de juin 2012.

Avec 36,3% des suffrages, Syriza a recueilli les voix d'une population écœurée par les politiciens qui lui ont imposé des années de sacrifices. Le Pasok, le parti socialiste, déjà largement sanctionné auparavant par les électeurs pour sa mise en application des programmes d'austérité, a continué à baisser et ne récolte que 4,7% des suffrages. La Nouvelle Démocratie, principal parti de droite, bien que directement comptable, avec le Pasok, des mesures qui frappent de plein fouet la population depuis le début de la

crise, ne recule que de deux points, obtenant 27,8% des voix d'électeurs traditionnels de la droite, inquiets d'une éventuelle déstabilisation de la situation avec Syriza au pouvoir. Le parti d'extrême droite Aube Dorée est arrivé en troisième position avec 388 000 voix qui représentent 6,3%. Le KKE, le Parti communiste grec, a obtenu, lui, 5,5% (+ 1%) et 338 000 voix.

Syriza, arrivée en tête, bénéficie de la prime majoritaire de 50 sièges et obtient 149 députés sur 300; le parti d'Alexis Tsipras est donc

contraint, selon la Constitution, de faire alliance pour obtenir une majorité absolue à la Vouli, la chambre des députés. Tsipras, devenu Premier ministre, a choisi de s'allier avec le parti de droite souverainiste, anti-immigration, le parti des Grecs indépendants, qui a recueilli 4,75% des voix. Qu'il s'agisse d'un geste de remerciement envers un parti qui, par son abstention lors de la présidentielle anticipée de décembre, a pesé pour que soit organisé le scrutin du 25 janvier, ou qu'il s'agisse d'un choix de Tsipras d'afficher un certain positionnement par rapport aux grands États de l'Europe, c'est plus la volonté de défendre la souveraineté nationale qui marque cette combinaison gouvernementale que celle de mettre fin à l'austérité.

Viviane Lafont



Commerces en faillite.



On fouille les poubelles d'un quartier riche d'Athènes...

## Il faut de tout pour faire... un gouvernement de coalition

Dans le gouvernement Tsipras, celui qui a le plus attiré l'attention de la presse, c'est le ministre des Finances, Yannis Varoufakis, présenté par une partie de la presse comme un furieux opposant aux plans de la Troïka. Professeur d'économie à l'université d'Austin au Texas, il a été conseiller, entre 2004 et 2006, de l'ex-Premier ministre Pasok Georges Papandréou, ce qui ne peut que convenir aux milieux d'affaires.

Le nouveau ministre de l'Économie Georges Stathakis, fils d'armateur crétois, professeur d'économie politique à l'université, très habitué à discuter avec les milieux d'affaires, de la City de Londres entre autres, est considéré comme un modéré.

Panos Kammenos, dirigeant du parti des Grecs indépendants (I'ANEL), a obtenu le poste de ministre de la Défense. Souverainiste et défenseur de l'intégrité nationale, il s'est affirmé catégoriquement hostile à ce qu'une ancienne république yougoslave ose porter le nom grec de Macédoine. Il se trouvera en bonne compagnie avec un état-major militaire réactionnaire et, pour une partie, proche des néo-nazis d'Aube Dorée.

Le courant de gauche de Syriza a obtenu, en la personne de son leader Panayiotis Lafazanis, le ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la « Reconstruction productive », un nom qui évoque celui du ministère Montebourg...

Enfin le vice-Premier

ministre, numéro deux du gouvernement, Yannis Dragasakis, est un ancien vice-ministre de l'Économie dans un gouvernement d'union nationale, regroupant pour quelques mois en 1989-90 la droite (Nouvelle Démocratie) le Pasok et Synaspismos, le groupe devenu plus tard le noyau fondateur de Syriza.

S.M.

## Œillades aux milieux d'affaires

Depuis le moment où la perspective de l'emporter aux élections est devenue une réalité, Tsipras a gommé ce qui aurait pu choquer les électeurs modérés et cherché à rassurer les milieux économiques.

Ainsi il a multiplié les contacts avec les

## Syriza et son programme : ce qu'il dit et ce qu'il ne dit pas

Le programme électoral de Syriza réclame l'effacement d'une partie de la dette comme cela « s'est produit pour l'Allemagne en 1953 ». Il réclame aussi un moratoire dans le paiement des intérêts, une clause de croissance dans le remboursement de ce qui restera à payer, en vue de sauvegarder des fonds pour faire face à la crise humanitaire et relancer l'économie.

Sur cela, Syriza se dit prêt à négocier immédiatement avec les créanciers des institutions européennes pour trouver, selon les termes de Tsipras au soir de sa victoire, « une solution juste et viable au bénéfice des deux parties ».

D'ici la fin des négociations, Syriza propose un « plan national de reconstruction ». On y trouve une série de mesures d'aides sociales : électricité, transports et soins médicaux gratuits, repas subventionnés, pour les chômeurs de longue durée et pour les plus pauvres. Son programme propose d'alléger le poids des dettes sur les particuliers, par l'arrêt ou la suspension des poursuites, l'arrêt des saisies de comptes bancaires ou de résidences principales, etc.

Il prévoit aussi le retour du salaire minimum à 750 euros au lieu de 500 euros net actuellement, le rétablissement de droits des travailleurs supprimés par le précédent gouvernement, un programme d'emplois, dans le public en particulier, et un soutien aux petites entreprises.

Toutes ces mesures semblent évidemment indispensables pour permettre à la population de survivre, mais tout le problème est de les financer.

Parmi les solutions envisagées, le programme prévoit la mise en place d'une banque publique de développement, alimentée en puisant en partie dans le « coussin de sécurité », c'est-à-dire « les 11 milliards du Fonds hellénique de stabilité financière destiné au système bancaire ». Pour réaliser le « plan de reconquête de l'emploi » il entend utiliser d'autres fonds européens et envisage de cesser la privatisation d'une partie des biens de l'État. Mais tout cela reste dans le flou.

En fait, tout doit procéder des fonds publics, subventions européennes et impôts. Mettre la main sur l'argent des banques ou des grosses sociétés privées ne figure pas au programme de Syriza. Certes, on y trouve l'affirmation d'une volonté de lutter contre l'évasion fiscale et la contrebande – importante dans les carburants – « ce qui nécessite la détermination et la volonté politique d'entrer en conflit avec les intérêts oligarchiques ».

Dans une interview au *Financial Times*, Georges Stathakis, devenu depuis ministre de l'Économie, a ainsi montré du doigt certains entrepreneurs grecs « oligarques dans les secteurs des travaux publics ou des médias privés, liés politiquement au pouvoir » qui, insiste-t-il, ont faussé la concurrence en captant d'avance les marchés publics. Il dénonce la collusion clientéliste entre le monde des affaires, ou plutôt une partie de ce monde, et les éléments corrompus des partis traditionnels dont Syriza veut purger l'appareil d'État, condition indispensable selon lui pour le rénover et le démocratiser.

Que deviendra le programme de Syriza à l'épreuve des faits? L'avenir le dira. Mais ce qui est sûr, c'est que faire céder les « oligarques », c'est-à-dire en réalité la bourgeoisie grecque ou étrangère, ne serait-ce que sur la limitation de leurs profits, cela nécessite bien plus que des combinaisons gouvernementales et des discussions entre responsables politiques. Cela nécessite une force sociale : celle de la population, des travailleurs conscients et organisés pour lutter pour leurs propres objectifs. Mais cela, ce n'est pas dans la perspective de Tsipras.

Sylvie Maréchal



# Les riches grecs

La crise a laminé les couches populaires grecques. Mais toute une frange de la population, bourgeoisie aisée, professions libérales dans les beaux quartiers, traders, hommes d'affaires, politiciens, a parfaitement su non seulement s'accommoder de la crise mais en profiter. Ces privilégiés pratiquent un « sport national », dont on accuse à tort la population dans son ensemble : l'évasion fiscale, qui coûte au pays, selon les estimations, de 10 à 40 milliards d'euros par an.



Tanker dans un terminal pétrolier grec.

Mais les vrais capitalistes, on les trouve d'abord parmi les armateurs qui ne paient pas d'impôt sur le revenu ni sur les bénéfices. Jusqu'à il y a un an, ils ne s'acquittaient que d'une taxe forfaitaire sur le tonnage des navires immatriculés en Grèce, soit environ le quart de la flotte et prétendaient en faire assez pour le pays avec leurs fondations culturelles. En 2013, ils ont accepté de verser une contribution volontaire pendant trois ans, un geste que Samaras, ex-Premier ministre de droite, a qualifié de « réellement émouvant ». Avec des rentrées prévues de 75 à 100 millions d'euros par an, cet impôt était surtout ridicule, compte tenu des revenus des armateurs.

La flotte grecque, constituée en grande partie de très gros transporteurs de pétrole ou de denrées sèches comme les céréales, est redevenue la première du monde

en tonnage, au début de l'année 2014. Les armateurs ont investi 13 milliards de dollars (plus de 11 milliards d'euros) dans la construction de nouveaux navires en 2013. Selon le journal suisse *Le Temps*, leur chiffre d'affaires annuel est estimé à 13 milliards d'euros, soit 5% du PIB grec.

Les armateurs ont su se diversifier et les Latsis, milliardaires considérés comme la première fortune de Grèce, contrôlent la plus grande raffinerie du pays, une banque renflouée par l'Europe, et des activités dans l'immobilier. Les Vardinoyannis sont aussi propriétaires de MotorOil, la deuxième raffinerie du pays, et actionnaires de chaînes de télévision.

D'autres capitalistes grecs, peut-être moins fortunés que les grands armateurs, ont bien survécu à la crise dans différents

domaines : la grande distribution tel Marinopoulos, ou le secteur des travaux publics, ou encore comme constructeurs et concessionnaires d'infrastructures, routes et ponts. Ainsi en 2014, le groupe Ellaktor a vu redémarrer ses projets autoroutiers, qu'il partage avec d'autres trusts grecs comme JP Avax, mais aussi allemands ou français comme Vinci, grâce aux subsides européens et à l'aide de l'État grec.

Quant à l'Église grecque, elle constitue une puissance non seulement religieuse mais économique. Elle n'est pas assujettie à l'impôt sur ses biens commerciaux. En 2012, elle a tenu à dire qu'elle avait payé 12,5 millions d'euros au fisc pour 2011 et qu'elle avait consacré 100 millions à ses œuvres philanthropiques, aide sociale et soupes populaires. Mais l'ampleur de sa fortune reste un mystère. Elle est le deuxième propriétaire foncier après l'État. Le journal conservateur *Kathimerini* a estimé ses biens à 700 millions d'euros; un ancien ministre des Finances à plus d'un milliard. Et d'autres l'évaluent à plusieurs milliards.

Pour tenter de tirer un peu de profit de ce patrimoine à défaut de l'imposer, l'ex-gouvernement de droite a proposé en 2013 de créer une société immobilière pour exploiter en commun la location des propriétés du clergé et en partager les bénéfices. Le problème est qu'il n'existe pas de cadastre, qu'un certain nombre de diocèses échappent au pouvoir central de l'Église elle-même, sans parler du Mont Athos, paradis fiscal qui gère un patrimoine considérable en toute indépendance. L'État n'est pas près de voir l'Église renflouer ses caisses; en revanche il continue à payer les prêtres qui, même avec 25 à 30% de baisse de salaires comme les autres fonctionnaires, lui coûtent 220 millions d'euros par an.

Sylvie Maréchal

## Tsipras met de l'eau dans son vin... de messe

Athée, Tsipras a manifesté ses convictions en refusant tout caractère religieux à son intronisation comme Premier ministre, du jamais vu en Grèce où n'existe pas la séparation de l'Église et de l'État. Selon *Le Monde*, il aurait tout de même assuré Ieronymos, l'archevêque d'Athènes, chef de l'Église grecque, que « les relations entre l'Église et l'État seront améliorées et plus efficaces

que jamais ».

Et dans sa campagne, il s'est bien gardé de revenir sur l'imposition des biens de l'Église. Interrogé sur les réseaux sociaux au sujet de la séparation de l'Église et de l'État, il s'est contenté de dire qu'une « rationalisation de la relation est nécessaire ». Après sa visite en août dernier au Mont Athos, centre ultra-orthodoxe et réactionnaire, il a récemment

accepté l'invitation du même Ieronymos à la fête de l'Épiphanie. Ce comportement lui a valu les critiques de la gauche de son parti, peut-être les voix d'électeurs croyants encore nombreux, et l'approbation d'un professeur de théologie grec, cité par *Le Point*, considérant que « Syriza d'aujourd'hui n'a rien à voir avec les partis d'extrême gauche, proches du léninisme et anti-cléricaux ».

## Dette de la Grèce : aux capitalistes et aux banquiers européens de payer

Après la victoire électorale d'Alexis Tsipras et son parti Syriza, se pose la question de l'avenir de la dette grecque. Celle-ci atteint 320 milliards d'euros, soit 177% du PIB de ce petit pays qui doit consacrer plus du quart de son budget au remboursement des seuls intérêts, une situation de plus en plus insoutenable.

Si certains économistes et dirigeants politiques répètent en boucle, comme Christine Lagarde, directrice du FMI, « qu'il n'est pas question d'annuler la dette de la Grèce », les plus conscients envisagent désormais de discuter de son échelonnement.

Pour autant, même s'ils finissent par accepter de « restructurer » la dette de la Grèce plutôt que de provoquer sa faillite, les créanciers européens en profitent pour faire une campagne de propagande. Le peuple grec est sommé « d'assumer ses obligations » et de « payer ses erreurs du passé ». À entendre dirigeants européens et financiers internationaux, annuler tout ou partie de la dette grecque serait « injuste » vis-à-vis des autres peuples qui se saignent pour rembourser la dette de leur pays. Un prétendu « spécialiste » de France 2 a expliqué que l'annulation de la dette grecque coûterait « 600 euros à chacun des Français, qui devront payer à la place des Grecs »!

Tout est mensonger et grossier dans cette propagande.

Comme si, depuis cinq ans, la population grecque n'avait pas déjà payé, par une baisse brutale de son niveau de vie, par les licenciements en masse des fonctionnaires et la désagrégation des services publics, les plans successifs d'austérité imposés par la « troïka », le FMI, la BCE et l'Union européenne!

Et puis à qui la dette publique grecque a-t-elle profité? Aux grandes banques françaises ou allemandes, Crédit agricole, BNP ou Deutsche Bank, qui ont

prêté des milliards à des taux de 9 ou 10%, et jusqu'à 20%. Puis, lorsque ces prêts sont devenus trop risqués pour les banquiers car la Grèce ne pouvait visiblement plus les rembourser, ce sont les États qui ont volé au secours des banques et qui ont racheté au prix fort ces titres de crédits. Aujourd'hui, ce sont les principaux États européens et la BCE qui détiennent l'essentiel de la dette grecque.

Si l'État français en détient à ce jour quelque 40 milliards d'euros, il les a acquis pour sauver la mise des grandes banques françaises et de leurs actionnaires.

Depuis la mise en place du « Mécanisme européen de stabilité », les pays plus riches de la zone euro empruntent sur les marchés financiers à des taux bas, autour de 1% et parfois moins encore, pour prêter ensuite à la Grèce à des taux nettement plus élevés : 3 à 4%. C'est dire que les prêts des pays européens à la Grèce sont tout sauf des cadeaux. Chaque année l'État français empoche ainsi 80 millions d'euros. Et c'est encore la population grecque qui paie la différence.

Quant à l'argent prêté à la Grèce, il est revenu sous forme de commandes aux industriels des pays prêteurs, en particulier de commandes d'armements. La Grèce est le troisième client de l'industrie militaire française.

Alors cette dette n'est en rien la dette de la population grecque. Ce n'est pas à la population, ni en Grèce, ni en France, de la payer!

Xavier Lachau



Emporiki bank, ex-filiale du Crédit agricole, absorbée depuis par Alpha bank.

# Plan de rachat de dettes de la BCE : un cadeau de 1 000 milliards aux spéculateurs

Le 22 janvier, Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE), a annoncé le lancement d'un programme de rachat aux banques, compagnies d'assurances et autres institutions financières de titres de dette, à raison de 60 milliards d'euros chaque mois à partir de mars prochain et « au moins » jusqu'en septembre 2016, soit au total 1 140 milliards d'euros financés par la planche à billets, avec la possibilité d'en rajouter, a précisé le patron de la BCE, si besoin est.

Cette nouvelle opération d'injection massive d'argent sur les marchés financiers est censée inciter les banques, qui en sont en fait les bénéficiaires, à prêter aux entreprises et aux ménages, à faire redémarrer la croissance de l'économie et remonter l'inflation.

La répartition des milliards de la BCE se fera au prorata de la participation des différentes banques centrales nationales au capital de la BCE. L'Allemagne et la France, étant ses deux premiers contributeurs, en seront les premiers bénéficiaires, avec respectivement 17,9 % et 14,1 % des 1 140 milliards prévus, contre 2,43 % pour la Banque nationale de Belgique et... 0,34 % pour la Slovénie par exemple.

Les injections de liquidités dans l'économie – en fait surtout dans les banques – par la BCE, sous prétexte de combattre la crise et de relancer l'économie en panne, n'est pas non plus chose nouvelle. Elles n'ont pratiquement pas cessé

depuis l'éclatement de la crise financière en 2008, de la baisse des taux d'intérêt de la BCE (dont le principal taux a été abaissé à 0,05 % en septembre dernier) aux 1 600 milliards d'euros mis en trois fois, en 2011, 2012 et 2014, à la disposition des banques européennes sous forme de prêts à trois ans à taux plus que réduits.

Il s'agissait, à chaque fois, d'inciter les banques à prêter aux entreprises

et aux ménages, à financer l'économie réelle. Les banques encaissèrent l'argent, l'investirent sur les marchés financiers, alimentèrent la spéculation, et l'économie continua de s'enfoncer dans le marasme et les populations dans la pauvreté et le chômage.

On comprend que les journalistes présentent le nouveau plan Draghi comme sa « dernière cartouche anticrise », son « plan de la dernière chance ».

Le plan de la BCE a été bien accueilli par les spéculateurs. Il s'est traduit, avant même son annonce officielle, par une hausse des actions sur tous les marchés boursiers. Le CAC 40 par exemple a progressé de plus de 8 % depuis le début de l'année.

Aux États-Unis, le plan

de rachat de titres de dette par la banque centrale américaine (pour un montant d'au total 1 600 milliards de dollars en deux ans), sous prétexte de relance de l'économie, s'est surtout traduit par une envolée des indices boursiers, qui ont cumulé les records, et des prix de l'immobilier, autrement dit par une relance de la spéculation et par un enrichissement des spéculateurs.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il y a toutes les chances que les Bourses seront, comme l'écrit un journaliste du Monde, « sinon les seules, du moins les principales bénéficiaires à court terme d'un programme monétaire prioritairement destiné à relancer... l'économie européenne tout entière ».

Pour ce qui est de ses

effets sur le redémarrage de l'économie, les annonces de Draghi ont, si l'on en croit la presse, été accueillies avec scepticisme par les professionnels des marchés financiers. Et pour cause.

« Les experts qui soutiennent que le plan annoncé par Draghi était indispensable affirmant aussi que son effet sur la croissance sera quasi nul », explique par exemple sous le titre « Risques et limites de la planche à billets », un article paru dans le journal le Monde du 25-26 janvier, qui poursuit : « C'est tout le paradoxe de cette arme monétaire massive ; elle fonctionne comme une puissante étincelle, destinée à relancer le moteur économique. Mais si le moteur est noyé, l'étincelle ne sert à rien. Pire, elle risque de mettre le feu ailleurs. » Comme le moteur, est effectivement en panne, en raison de l'appauvrissement des populations par les politiques d'austérité et par le développement du chômage, et comme les capitalistes se refusent toujours à investir, ne croyant eux-mêmes pas au redémarrage de l'économie, les milliards déversés sur les marchés financiers ne pourront effectivement que « mettre le feu », c'est-à-dire préparer de nouvelles bulles spéculatives et un nouvel épisode d'aggravation de la crise.

Jean-Jacques Lamy



## Argentine : mort d'un magistrat, une ténébreuse affaire

Depuis lundi 19 janvier, on manifeste à Buenos Aires, la capitale argentine. Les manifestants ne sont pas « Charlie », ils sont « Nisman », le nom d'un magistrat, Alberto Nisman, retrouvé mort chez lui d'une balle de calibre 22. Enquêtant depuis dix ans sur un attentat antisémite datant de vingt ans, il s'apprêtait à faire des révélations qui allaient éblouir la présidente de la République, la péroniste Cristina Kirchner. Or, la veille, il a été... « suicidé ».

Le 18 juillet 1994, une voiture piégée explosait devant le siège de l'Amia, l'Association mutuelle israélite argentine, tuant 85 personnes. Depuis vingt ans, l'enquête pour déterminer les responsables de ce crime a piétiné.

Alberto Nisman a consacré dix ans de sa vie à ce dossier, et même sa vie tout court. Depuis quelques années, il explorait la piste la plus vraisemblable, celle d'un attentat commis par le Hezbollah libanais, avec le soutien de l'Iran, un attentat qui faisait suite à

un autre attentat antisémite devant l'ambassade d'Israël à Buenos Aires, où 29 personnes avaient trouvé la mort.

Nisman devait faire des révélations publiques. Il affirmait que l'attentat contre l'Amia restait impuni parce que l'État argentin voulait conclure des accords commerciaux avec l'Iran. Et l'impunité était dans la balance de cette négociation.

Lors d'une émission de télévision, quelques jours avant sa mort, le magistrat s'était plaint des services secrets argentins, qui se

comportaient vis-à-vis de lui comme des services secrets... iraniens : « Ils informent les Iraniens des progrès de l'enquête, de la suite que nous allons y donner. C'est tout juste si les Iraniens ne sont pas plus au courant que moi ! Les services argentins leur ont même donné des informations sur moi, sur mon ex-épouse qui est juge fédérale, sur mes enfants », avait-il dénoncé.

C'est pourquoi l'explication officielle du secrétaire national à la Sécurité, Sergio Berni, à savoir le suicide, ne convainc pas.

Nisman s'était dit serein, dans un entretien récent avec une journaliste. Le jour de sa mort, il avait préparé la liste des courses pour sa femme de ménage pour le lendemain. Il n'y avait pas de poudre sur ses mains et l'arme avec laquelle il est censé s'être tué n'était pas la sienne, alors qu'il en possédait une chez lui. Enfin, on pouvait entrer dans son appartement par une porte de service. Là-dessus se sont ajoutés des couacs du pouvoir. La présidente a tardé à commenter l'événement et ses partisans ont déserté la réunion où le magistrat devait faire ses révélations.

Il n'est pas rare, en Argentine, que des personnalités gênantes puissent disparaître, car sept ans

de dictature et 30 000 disparus ont permis à des militaires, des policiers ou des hommes de main de se qualifier. Et, depuis la dictature, on a vu d'autres gêneurs disparaître. Tout est réuni pour alimenter les doutes sur la version officielle du suicide et alimenter la protestation populaire.

Enfin, 2015 est une année d'élection. Cristina Kirchner ne peut pas se représenter, mais elle fait tout pour que son parti conserve le pouvoir. Ce scandale tombe donc mal mais, n'en doutons pas, tout sera fait pour qu'il soit étouffé, comme l'attentat contre l'Amia.

Jacques Fontenoy

## Ukraine : la population dans l'étau des grandes puissances

**De trêves non respectées en réunions internationales censées mettre un terme aux combats, l'affrontement qui oppose le gouvernement ukrainien aux sécessionnistes du Donbass, et derrière eux les puissances occidentales à Moscou, n'en finit plus d'ensanglanter l'est de l'Ukraine et d'empoisonner le reste du pays.**

Moins d'un an après la chute du régime honni de Ianoukovitch et son remplacement par un gouvernement nationaliste, que les États impérialistes d'Amérique et d'Europe de l'Ouest tiennent à bout de bras, le décompte macabre des victimes de ce conflit a déjà dépassé les 5000 morts.

Tel jour, une mine anti-char déchiquette un bus en tuant tous ses passagers. Une autre fois, les obus de l'armée, ou des rebelles, prennent pour cible une crèche, un hôpital. Ce peuvent être des quartiers peuplés de la principale ville du Donbass, Donetsk, qui sont frappés. Ou ceux de Marioupol, un grand port industriel qui a le « tort » de se trouver près de la ligne de front et de contrôler une bande de terrain qui permettrait de relier la Russie à la Crimée, redevenue russe au printemps dernier.

Le 12 janvier, des tirs ayant atteint Zasiadko, la plus grande mine du pays, qui avait connu des catastrophes meurtrières répétées après la fin de l'URSS, 330 mineurs avaient dû attendre des heures qu'on rétablisse le courant pour remonter à la surface. Deux semaines plus tard, un bombardement a de nouveau frappé Zasiadko, coincant 500 mineurs au fond du puits.

Même à des centaines de kilomètres de là, la tension guerrière pèse sur tout et sur tous. Avec le risque qu'éclatent des affrontements dans certaines grandes villes russophones de l'Est et du Sud, censées être fidèles à Kiev, mais où la situation est si instable que le gouvernement y a très fortement renforcé la présence policière, comme dans la capitale même.

Quant à l'ouest du pays, berceau du nationalisme ukrainien et principal appui du gouvernement, il n'est pas épargné par la guerre. Il y a les levées répétées de soldats, car Kiev n'arrive pas, malgré les livraisons d'armes en provenance des États-Unis et du Canada, à faire face aux

sécessionnistes, renforcés et armés par le Kremlin. Alors, en un an, on en est à la quatrième vague de conscription que la population subit, et mal, à en juger par le fait que de nombreux jeunes, même dans l'Ouest, fuient pour y échapper.

Il y a aussi l'exaltation, orchestrée par les autorités, des « héros » du Maïdan, de ceux du front, qui empoisonne l'atmosphère. Dans bien des villes, des monuments, des places leur ont été dédiés. Et un peu partout les enfants sont appelés à confectionner et à vendre des gâteaux, à organiser des collectes au profit de l'armée. La population adulte est mise à contribution, pour héberger des réfugiés et, de façon plus insistante, pour « aider nos vaillants soldats » : de façon volontaire, quand on lui demande de stocker vêtements et vivres pour le front ; d'une façon autoritaire, quand l'État prélève une taxe spéciale sur les salaires au titre de l'effort de guerre.

Ce conditionnement militariste n'est pas propre aux autorités de Kiev : à l'est de l'Ukraine, les tenants de la Nouvelle Russie intoxiquent les esprits avec le même type de propagande. Et les dirigeants russes, Poutine en tête, n'ont pas attendu ce conflit pour instiller le poison du chauvinisme guerrier dans la population russe.

À Moscou comme à Kiev,

les gouvernants voudraient ainsi souder politiquement la population derrière eux. L'Ukraine étant exsangue et sans le sou, les autorités espèrent aussi faire oublier à la population qu'elle paye, et n'a pas fini de payer au prix fort, la volonté de ce qu'on appelle là-bas les « élites » – bureaucrates, affairistes et petits bourgeois – de se rapprocher de l'Occident. Pays aux hivers rigoureux, l'Ukraine doit par exemple faire des économies de chauffage. « Solution » radicale, les autorités ont fermé des crèches, écoles et universités en janvier car, si les transports en commun ne sont pas chauffés, les bâtiments publics non plus...

Et ce n'est encore presque rien, comparé aux mesures d'austérité féroce que les organisations financières internationales exigent de Kiev en échange de leur « aide » ; des mesures que ses parrains, les pays riches, acceptent pour partie de différer quelque temps encore.

Le temps que l'un des deux camps l'emporte ? C'est peu réaliste. Alors, ce sera le temps qu'un rapport de force se dégage, entre Moscou et ses alliés locaux d'une part, les protecteurs occidentaux de Kiev d'autre part, qui permette aux uns et aux autres de se targuer, devant leurs opinions, de l'avoir emporté.

En attendant, la grande majorité de la population grelotte, survit avec des salaires réduits, des pensions amputées, tandis que dans l'Est les cadavres s'amoncellent sur des tas de ruines, et qu'un fossé de sang se creuse, malgré elles, entre des populations que tout devrait rapprocher.

Pierre Laffitte



Collecte d'argent pour l'armée dans les rues de Kiev

## Tchad : une dictature sanglante alliée de la France

**Plusieurs lycéens qui manifestaient lundi 26 janvier à Doba, au Tchad, ont été tués par les forces antiémeutes du régime. Le dictateur tchadien Idriss Déby est depuis longtemps l'un des principaux alliés de la France en Afrique. S'il n'a pas participé en personne à la manifestation parisienne du 11 janvier, qui a suivi les assassinats à Charlie Hebdo, il y a délégué son Premier ministre. Mais on ne compte plus tous les Tchadiens qui sont morts pour avoir voulu protester contre son régime ou simplement exprimer une opinion critique.**

La manifestation a débuté lorsque des élèves de terminale du lycée de Doba ont vu qu'ils ne figuraient pas sur la liste provisoire des inscriptions au baccalauréat 2015, qui venait d'être affichée. Le ministère de l'Enseignement supérieur, qui organise l'examen, avait en effet décidé que les recalés de la session 2014 qui ont eu une moyenne inférieure à 5 sur 20 cette année ne pourraient pas se représenter avant deux ans. Les jeunes ont occupé le lycée avant de partir en ville. Les policiers et les gendarmes ont alors ouvert le feu. Des forces antiémeutes sont bientôt arrivées en renfort et un couvre-feu a été instauré.

Le pouvoir est coutumier de tels agissements. En novembre dernier, il avait violemment réprimé les jeunes et les travailleurs qui manifestaient contre la cherté de la vie, la pénurie de carburants ou le retard des salaires.

Cette répression béné-

fici de la complicité des grandes puissances, et en particulier de la France. Au pouvoir depuis vingt-quatre ans, Idriss Déby s'est fait une spécialité des interventions militaires au service de l'impérialisme français dans les pays voisins. Il a forgé une armée réputée pour sa violence, non seulement contre ses ennemis mais aussi envers les populations qu'elle est censée protéger. On l'a vue à l'œuvre en Centrafrique et au Mali. Aujourd'hui N'Djamena, la capitale du Tchad, abrite l'état-major de l'opération Barkhane, composée de troupes françaises et africaines censées lutter contre les groupes djihadistes au Sahel. Mais, à l'intérieur du pays, c'est contre la population que les forces de répression exercent leur violence.

Hollande prétend faire la guerre au terrorisme, mais avalise la terreur exercée par ses alliés sur leur propre population.

Daniel Mescla

## Lèpre : une maladie du sous-développement

Les 23, 24 et 25 janvier, des organisations caritatives ont collecté des fonds pour lutter contre la lèpre. Cette maladie, très présente en Europe au Moyen-âge, y a disparu et a notablement diminué dans le reste du monde, depuis qu'on a inventé des traitements relativement efficaces. Cependant il reste 200 000 lépreux, selon l'OMS. Probablement beaucoup plus en réalité. Cette infection bactérienne est d'abord une maladie de la misère et du manque d'hygiène. Elle affecte essentiellement des pays très pauvres, en Asie du Sud-Est, au Brésil, en Afrique.

Les traitements ne coûtent pas cher, quelques dizaines ou au plus

quelques centaines d'euros par malade, si l'on excepte les actes chirurgicaux et les prothèses pour réparer certaines infirmités. Au total, supprimer la lèpre coûterait quelques dizaines de millions d'euros. Une gouttelette, comparé aux dépenses de milliards de dollars des guerres en Irak, Afghanistan et ailleurs. Mais lutter contre cette maladie n'intéresse ni les laboratoires pharmaceutiques, qui font peu de recherches sur un éventuel vaccin, ni les gouvernements. C'est pourquoi des bénévoles en sont réduits à faire des collectes en s'adressant à la générosité publique.

André Victor

# Irak, Syrie : l'impérialisme mène la guerre

Les vingt-et-un pays engagés dans la coalition impérialiste menée par les États-Unis contre l'organisation État islamique, (EI), dont la France, réunis le 22 janvier, ont annoncé que la guerre serait « longue et difficile ». Le ministre britannique des Affaires étrangères, Philip Hammond, a déclaré qu'il faudra « au moins un an ou deux » avant de repousser l'EI hors d'Irak. Les dirigeants américains avouent maintenant qu'il reste « beaucoup à faire » pour l'affaiblir. On est loin des déclarations d'Obama du 10 septembre dernier qui affirmait : « Nous allons briser et finalement détruire l'État islamique en Irak et au Levant. »

En plus des bombardements aériens américains, suivis dès le 19 septembre par ceux de la France, des soldats sont présents sur le sol irakien. Le journal *le Figaro* parle de 3 000 soldats américains. Mais il faut y ajouter la présence de 35 000 mercenaires en Irak, embauchés par des sociétés privées, de 17 000 employés à l'ambassade américaine de Bagdad et d'un grand nombre de conseillers et formateurs embarqués parmi les forces armées irakiennes. Même après le départ officiel de leurs troupes

en 2011, les États-Unis n'ont jamais cessé d'être présents militairement dans la région.

Mais, six mois après le début des bombardements, l'EI n'est toujours pas détruit. Les médias se félicitaient mardi 27 janvier de la reprise de Kobané, à la frontière entre la Syrie et la Turquie, par les combattants kurdes. Mais la moitié de la Syrie et un tiers du territoire irakien restent sous la coupe de l'EI, directement ou par l'intermédiaire de milices qui s'y sont ralliées.

L'EI impose une



Mercenaires en Irak.

dictature féroce dans les régions qu'il contrôle. Un expert américain observait : « À Mossoul, la population n'a pas le droit de sortir de la ville. Si certains le font quand même, des membres de leurs familles sont pris en otages et, si les individus partis ne sont pas rentrés au bout d'un délai de quelques jours ou d'une semaine, Daech (EI en arabe) menace alors de

tuer les otages. » Non loin de Kirkouk, les intégristes détiennent prisonnières des dizaines de familles déplacées en raison des violences.

Aujourd'hui, la population se retrouve coincée entre les exactions des milices intégristes et les bombardements des armées impérialistes, qui n'ont rien de frappes chirurgicales. Et chaque

bombardement apporte de nouvelles recrues à ces milices, qui apparaissent comme les ennemis des pays impérialistes.

Cette guerre engendre une barbarie toujours plus grande, subie par la population civile. Non à la guerre impérialiste au Moyen-Orient!

Aline Retesse

## Turquie : cent ans après, les mêmes mensonges sur un désastre militaire

L'article suivant est traduit du mensuel trotskyste turc *Sinif Mücadelesi* (UCI)

Avec le centenaire de la Première Guerre mondiale, la fin de l'année 2014 a été en Turquie l'occasion de cérémonies de commémoration de la bataille de Sarikamish. De décembre 1914 à janvier 1915, celle-ci a opposé sur le front du Caucase les armées turque et russe, faisant parmi les soldats plus de 100 000 victimes, en grande partie morts de froid.

La Turquie faisait alors partie de l'Empire ottoman. Allié de l'Allemagne et de l'Autriche, celui-ci était gouverné par le parti « jeune turc » Union et Progrès. Ses politiciens et ses généraux se rendirent responsables d'un des pires massacres de la guerre mondiale. Sous la direction du ministre de la Guerre Enver Pacha, aidé du commandant allemand Otto von Feldmann, ce furent entre 50 et 90 000 soldats ottomans, selon les sources officielles, qui gelèrent littéralement sur place.

Aujourd'hui, nationalistes turcs et représentants de l'État présentent Sarikamish comme un épisode d'héroïsme épique

et Enver Pacha comme le grand homme de la nation turque. C'est prendre des libertés avec les faits, pour empêcher de tirer les leçons du passé.

À la suite de la guerre de 1877-1878 et de la défaite de l'Empire ottoman, la région de Batoum était revenue à la Russie. Les villes de Sarikamish, Kars, Ardahan et Artvin avaient été cédées à la Russie par le traité de Berlin. En novembre 1914, l'armée russe, en guerre avec l'armée ottomane, passa par Sarikamish pour se porter vers la frontière et éviter l'invasion de ce qui était alors son territoire. C'est l'Empire ottoman, en accord secret avec l'Allemagne pour tenter de reprendre à la Russie ce territoire perdu, qui déclencha le 19 décembre 1914 l'opération Sarikamish.

Cependant l'armée, obéissant aux ordres d'Enver Pacha, n'avait ni suffisamment de munitions, ni les connaissances et l'expérience suffisantes, dans une région qui subissait les pires conditions climatiques. En pleine nuit, sous la neige, sous les ordres de commandants irresponsables, des dizaines de milliers de soldats furent envoyés franchir les montagnes. La majorité gelèrent sur place. L'été venu, après

la fonte des neiges, les autorités russes allaient devoir enterrer les corps de 25 000 de ces soldats.

Passant outre aux avis des officiers les plus expérimentés, Enver n'arrêta pas l'offensive, préoccupé de remporter coûte que coûte un succès militaire et politique. Après plusieurs attaques infructueuses se soldant par le massacre des soldats, le reste de l'armée ottomane encore présente dut se rendre.

Le 10 janvier, Enver repartit pour Istanbul. Auparavant, dans un

télégramme envoyé au Premier ministre, il affirma avoir vaincu l'armée russe. De son côté, celle-ci avait déjà annoncé la vérité mais, pour couvrir le mensonge d'Enver Pacha, l'embargo fut décrété sur toute information concernant la bataille.

Il y eut aussi à Sarikamish des victimes civiles. 120 personnes, pour la plupart des enfants, envoyés assurer le ravitaillement de l'armée, ne revinrent jamais.

Kars, Ardahan et Sarikamish ne revinrent au

gouvernement ottoman qu'après le traité de Brest-Litovsk signé par les bolcheviks après la révolution d'Octobre, en mars 1918. Puis, en octobre de la même année 1918, l'armistice de Moudros se conclut par le retour à l'ancienne frontière. Enfin, après la fin de l'Empire ottoman, un traité entre la Russie bolchevique et la Turquie désormais dirigée par Mustafa Kemal céda à celle-ci la région de Kars et Sarikamish. Mais plus de 100 000 soldats ottomans et russes étaient morts pour rien.

## Guantanamo : bienvenue en barbarie

Après avoir été saisi par les autorités américaines, classé secret défense et mis sous clé dans un bâtiment sécurisé de Washington, le journal d'un prisonnier de Guantanamo vient d'être autorisé à la publication dans vingt pays, après six ans de recours judiciaire.

Mohamedou Ould Slahi est un Mauritanien de 44 ans, emprisonné à Guantanamo. Livré en novembre 2001 à l'armée américaine par les autorités mauritaniennes, car suspecté à tort d'avoir participé à un attentat déjoué à Los Angeles en 2000, il est à Guantanamo depuis août 2002.

Dans ses *Carnets*, il raconte l'enfer des

interrogatoires quotidiens pour lui extorquer des informations qu'il n'avait pas et lui faire avouer des projets d'attentat imaginaires. Il relate la torture, physique et morale, infligée chaque jour pendant ses premières années de détention : les coups et les insultes ; les bains d'eau glacée ou brûlante ; l'eau salée qu'on le force à boire ; les privations

de sommeil et d'hygiène ; la musique assourdissante ; les humiliations sexuelles ; la menace d'emprisonner sa mère en Mauritanie, ou de la faire disparaître.

La libération de Slahi avait été ordonnée en mars 2010 par un juge fédéral américain. Mais, l'administration d'Obama ayant depuis fait appel, Slahi est toujours prisonnier.

Comme lui, plus de 130 hommes continuent de croupir dans ce camp qu'Obama s'était engagé à fermer « dans l'année »... en janvier 2009!

Julie Lemée

## Arc International : « trop c'est trop »

**Samedi 24 janvier, près d'un millier de manifestants ont défilé dans la ville d'Arques, dans le Pas-de-Calais, à l'appel des syndicats SUD, UNSA et CFTC. Pour les travailleurs qui ont tenu à descendre dans la rue, il s'agissait de manifester leur opposition au plan du futur repreneur d'Arc International.**

Avec la menace d'un redressement judiciaire, la famille actionnaire Durand-Ibled et PHP, le fonds d'investissement prêt à devenir propriétaire de 75 % des actions, veulent faire payer leurs prétendues difficultés économiques aux travailleurs. Ils menacent tout d'abord de licencier 556 salariés. Ils exigent encore l'abandon par les syndicats de la demande de reconnaissance « amiante » du site d'Arques, qui concernerait 1800 travailleurs. Enfin, ils prévoient une restructuration complète de l'usine, avec plus de flexibilité et de mobilité, ce qui signifierait une attaque en

règle des conditions de travail et de vie.

La CGT, FO et la CFDT ont signé l'accord de méthode qui permet une accélération de la procédure pour la signature du plan de licenciements, en prétextant quelques « avancées » dans les négociations : des licenciements au volontariat ou par mesure d'âge et des primes de départ dépassant le minimum légal.

À l'appel des autres syndicats, SUD, UNSA, CFTC et CGC, près de mille travailleurs ont manifesté samedi 24 janvier. À noter, dans le cortège, la présence affichée de militants de la CGT de l'Union locale et de l'usine qui tenaient,

malgré la position de leur direction syndicale, à manifester avec leurs camarades qui s'opposent au chantage et aux attaques patronales.

« Zéro licenciement », c'est ce qui a été le plus applaudi lors des discours syndicaux, ainsi que la dénonciation du marché odieux concernant l'abandon du dossier amiante. « Trop c'est trop », c'est ce qu'affirmaient des travailleurs qui anticipent la dégradation des conditions de travail à venir. D'autres exprimaient cependant leur pessimisme quant à l'avenir du site.

Pour l'instant, aucun autre rendez-vous n'a été fixé et les négociations doivent se poursuivre jusqu'au 27 janvier. Si finalement les syndicats s'inclinent devant le chantage patronal, leur signature n'engagera qu'eux-mêmes.

**Correspondant LO**

## Échirolles : les facteurs toujours en colère

Samedi 17, puis mercredi 21 janvier, les facteurs d'Échirolles dans l'Isère, étaient une nouvelle fois en grève et ils se sont rassemblés devant la poste, pour montrer qu'ils ne se résignent pas à la délocalisation prévue de leur centre.

En effet La Poste a un

projet immobilier sur le site actuel d'Échirolles. S'il est prévu de garder les guichets au rez-de-chaussée d'un futur immeuble, le centre de distribution, lui, serait déplacé à Grenoble et Eybens.

Les facteurs défendent la proximité avec les usagers, ainsi que leurs

conditions de travail. Un gréviste l'expliquait dans la presse locale : « Je fais déjà 7 km par jour en vélo ; avec le projet, on m'en rajoute dix ! » Une pétition recueille déjà de nombreuses signatures de la part des usagers, et d'autres actions sont prévues.

**Correspondant LO**

## Carrefour Belle-Épine : des licenciements scandaleux !

**Au magasin Carrefour du centre commercial Belle-Épine, à Thiais dans le Val-de-Marne, la direction vient d'infliger des licenciements ainsi que des journées de mise à pied au secteur Caisse pour des motifs totalement arbitraires.**

Depuis plusieurs années, en cas d'annulation par un client de son achat, les caissiers doivent appeler un arrière de caisse qui utilise un code pour opérer l'annulation.

Mais, faute d'effectifs suffisants d'arrières de caisse, qui doivent intervenir sur les trois étages du magasin, la caisse est alors bloquée et la file d'attente s'allonge. C'est pourquoi des caissiers ont directement reçu et mémorisé ces codes, souvent de deux chiffres, et les ont utilisés pour éviter un blocage de

leur caisse.

C'est la raison pour laquelle, alors que Carrefour n'a pas perdu un centime dans cette affaire, la direction a prononcé le licenciement sans préavis ni indemnités d'une caissière travaillant depuis quatre ans dans le magasin ! Pour le même motif, la direction avait déjà mis fin à la période d'essai d'une autre caissière, début décembre. Enfin, elle a prononcé des journées de mise à pied pour deux autres collègues.

Ces licenciements et sanctions sont scandaleux,

car tous ces collègues ont fait ce qu'ils pouvaient pour pallier les défaillances de la direction, en particulier le manque d'effectifs.

Dans la plupart des magasins, un système de badge ou de clé est utilisé. Avec des années de retard, la direction de Belle-Épine

## SNCF Paris-Est : mobilisation contre les sanctions

**Jeudi 22 janvier, plus de 250 cheminots de la région de Paris-Est, à l'appel de la CGT, de Sud-rail et de FO, ont envahi la salle du comité d'entreprise pour exiger qu'aucune sanction ne soit appliquée à l'encontre de Régis, un responsable de la CGT. Les cheminots de toute la région se sont regroupés autour de la direction de région en criant « Nous sommes Régis » et « On ne lâche rien ».**

Depuis, la direction lui a signifié qu'il passerait en conseil de discipline pour un dernier avertissement et dix jours de mise à pied.

À ce rassemblement, les syndicats ont dénoncé cette demande de sanction basée sur des témoignages fabriqués de toutes pièces. Dans le rapport de la direction, Régis est décrit comme « un gourou au comportement quasi mafieux ». Il lui est reproché de profiter de son siège à la CLM (commission locale mixte) pour distribuer les logements aux cheminots afin d'accroître sa popularité. Sauf que cette structure est une commission où la direction expose aux organisations syndicales des bilans purement économiques sur l'activité de la SNCF et n'a rien à voir avec l'attribution de logements. Ce rapport, évoquant des faits vieux de dix ans, fait témoigner un cheminot à la retraite, identifié comme un ancien chef. Devant la directrice de région, Régis avec humour a expliqué que, si la direction avait pu le faire, elle aurait fait

témoigner l'infirmière qui s'occupait de lui à la maternité... parce qu'il l'aurait mordue.

Ce rapport est construit sans indication de dates, de lieux et sans mentionner l'identité des délateurs.

En fait, Régis est une gêne pour la SNCF. En tant que conseiller prud'homal il a intenté plusieurs procès à la SNCF, qu'il a gagnés, dont certains pour discrimination syndicale ou encore, dernièrement, pour faire annuler une partie des élections professionnelles.

Ces derniers temps, la direction de la SNCF amplifie les attaques contre des militants syndicaux, pour tenter de casser toute volonté de résistance à sa politique. Ce fut par exemple le cas, à Beauvais et dans d'autres régions, contre des militants qui refusaient la suppression des contrôleurs à bord des trains, laissant le conducteur seul à bord.

Les cheminots présents ont montré à la direction qu'ils étaient prêts à amplifier la mobilisation.

**Correspondant LO**

s'est décidée à l'appliquer, montrant que son procédé était défaillant. Mais, plutôt que d'informer les caissiers du nouveau mode opératoire, elle utilise ce prétexte pour jeter à la rue une salariée qui, pure coïncidence, bénéficiait depuis quelques mois d'un aménagement horaire par la médecine du travail.

Un tract syndical a été diffusé dénonçant l'arbitraire de ces mesures et réclamant l'annulation de toute sanction et licenciement.

**Correspondant LO**

## Aldi - Dammartin-en-Goële : « tous Charlie », version patronale

Vendredi 9 janvier, le Raid et le GIGN s'apprêtaient à donner l'assaut sur l'imprimerie où étaient retranchés les frères Kouachi. À quelques dizaines de mètres de là, les salariés d'Aldi, confinés depuis

le matin, avaient été évacués sur ordre de la police et de la gendarmerie.

Le lundi matin, stupefaction : une vingtaine de salariés ont reçu un courrier de la direction leur signalant qu'ils devront récupérer les

heures de travail non effectuées le jour de l'assaut !

Face au tollé, la direction d'Aldi a reculé. N'empêche que cette affaire en dit long sur la pingrerie patronale.

**J.L.**

## Air France : suppressions d'emplois à tour de bras

Après avoir, un classique patronal, fait fuiter dans les médias le chiffre de 5 000 emplois à supprimer, la direction d'Air France n'en annonce « que » 800. De la sorte, elle veut donner l'impression au personnel que le pire a été évité, et que la seule attitude à avoir est d'accepter ses attaques en faisant le dos rond.

Comme il se trouve des directions syndicales pour accompagner à leur façon la rengaine du patron, celui-ci a pu, depuis une dizaine d'années, multiplier ses prétendus « plans de départs volontaires » (PDV) sans craindre que les syndicats appellent le personnel à réagir tous ensemble.

Et la direction en profite. Ainsi, son dernier PDV Transform 2015 – qui lui a permis de supprimer 8 000 emplois – n'est pas achevé qu'elle en sort un autre de sa manche, Perform 2020.

À l'en croire, ce nouveau PDV concerne 500 travailleurs au sol et 300 PNC (hôtesse et stewards). Autre vieille ficelle patronale,

il s'agit de persuader les salariés des autres catégories professionnelles qu'ils n'ont pas d'inquiétude à avoir. Pourtant, la direction n'épargnera personne.

D'abord parce que, comme à chaque fois, elle va prendre une série de mesures d'accompagnement, qu'on connaîtra courant février, qui vont peser sur les conditions de travail et de rémunération de tout le personnel.

Et, même à ne considérer que ce qui a déjà été annoncé, ces 800 « départs volontaires » cachent bien plus de suppressions d'emplois. En effet, chaque année, 1 000 départs en retraite ne seront pas remplacés dans le groupe (Air

France, Hop! et la filiale low cost Transavia). Sur cinq ans, ce sont 5 800 emplois que la direction veut faire disparaître. Cela aura pour résultat que la charge de travail, devenue déjà si insupportable que bien des travailleurs d'un certain âge se demandent ouvertement s'ils pourront profiter du PDV pour y échapper, augmentera partout et pour tous. Et plus qu'il n'y paraît à première vue.

En effet le transport aérien est en pleine progression. Ainsi, le nombre de passagers d'Air France a bondi de 60,6 millions à 77,3 millions entre 2004 et 2013. Cette progression du trafic, de plus d'un quart en dix ans, se traduit évidemment par une augmentation du volume des opérations à effectuer : enregistrement, embarquement, débarquement des passagers et de leurs bagages, entretien des avions, etc. Or, dans le même temps, la compagnie a réduit ses effectifs d'un



emploi sur six.

Avec Transform 2015, il y a eu des salaires bloqués durant trois ans, des jours de travail en plus, 8 000 emplois en moins, une dégradation des conditions de travail. Et cela risque d'empirer quand la direction dit vouloir faire deux milliards d'économies supplémentaires.

Car, on le constate depuis plus de dix ans, c'est aux dépens du personnel

qu'Air France, comme n'importe quel patron, entend augmenter ses profits. Et la répétition même de ces PDV indique clairement que la direction n'a aucune intention de s'arrêter sur cette voie.

En tout cas, pas tant que les salariés de la compagnie n'y auront pas collectivement mis le holà. Et le plus tôt sera le mieux.

Correspondant LO

## SKF – Saint-Cyr-sur-Loire : des restructurations ? Non, des licenciements inacceptables !

La direction du groupe SKF France met en œuvre depuis un an un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) qui, selon l'usage patronal, est en fait un plan de suppressions d'emplois impliquant des licenciements. Cet accord a été signé en février 2014 par trois syndicats (CFDT, FO et CFE-CGC), la CGT ayant refusé de donner son aval.

Il s'agit de regrouper sur le site de Saint-Cyr-sur-Loire des activités de production ou de services qui étaient basées à Montigny-le-Bretonneux, Dunkerque ou Saumur, dans le groupe SKF France lui-même ou dans des filiales (Vogel, Economos). Il s'agit aussi de la cessation de l'activité de production de l'atelier des composants à Saint-Cyr, entraînant la suppression de 93 postes.

Un an après l'accord, de nombreux travailleurs sont d'ores et déjà licenciés : ceux dont l'emploi a été supprimé à Montigny, Dunkerque ou Saumur, et qui n'ont pas accepté de déménager en Indre-et-Loire. Le PSE prévoit des aides et indemnités dérisoires dans leur cas. Certains travailleurs de Montigny ont choisi de déménager et sont arrivés en Touraine pour suivre leur poste de travail. Mais le PSE ne leur garantit un emploi que pour une durée de dix-huit mois. C'est

dire le choix qu'ont eu ces travailleurs !

À Saint-Cyr, la direction prétend vouloir ne licencier personne. Elle a pourtant prévu que la plus grande partie de la centaine d'intérimaires présents en moyenne sur le site, intérimaires qu'elle semble considérer comme quantité négligeable, ne verront pas leur contrat renouvelé.

Quant aux travailleurs des Composants, des redéploiements au sein de l'usine dans les différents ateliers devraient permettre à la plupart d'entre eux de ne pas perdre leur emploi. Cependant, pour ceux qui n'ont pas encore pu trouver un nouvel emploi à l'usine de Saint-Cyr, la liste des propositions faites par la direction inclut de nombreux CDD et un grand nombre de postes situés aux quatre coins du pays, de Valenciennes à Chambéry, en passant par Lons-le-Saunier ou Valence... et même à l'étranger.

Certains travailleurs ont obtenu une mutation sur un poste délocalisé en Indre-et-Loire. Ils ont eu le désagrément de se rendre compte qu'en l'acceptant ils allaient remplacer d'autres travailleurs, de Dunkerque ou de Montigny, le plus souvent licenciés... et devant cependant former les Tourangeaux durant plusieurs semaines, pour qu'ils puissent occuper leur propre poste de travail.

Aux Composants, alors que les presses ont commencé à partir, pour les quelques dizaines d'ouvriers qui restent à l'heure actuelle sans solution, la crainte d'être licencié est tout à fait fondée. D'autant que le PSE prévoit bien des licenciements, avec possibilité d'accès à une cellule de reclassement durant six mois. D'ici l'été, le plan de la direction entrera dans sa dernière phase : à partir de juillet, tous ceux qui n'auront pas trouvé un poste par mutation interne seront au fur et à mesure mis à la porte. En attendant, la direction évite bien d'en faire la publicité, tandis que les syndicats signataires, qui participent une ou deux fois par mois à des réunions de suivi du PSE, se font eux aussi silencieux.

Voilà comment, au prix d'une productivité maintenue ou en hausse, avec des effectifs qui diminuent et des pressions accrues sur les travailleurs, qu'ils soient ouvriers ou cadres, SKF, qui se porte très bien, dégage d'importants profits pour ses actionnaires.

À défaut d'avoir pu engager la lutte pour contraindre la direction à maintenir emplois et salaires, inutile de dire que, dans les ateliers, les arguments patronaux qui servent à justifier les licenciements, sous prétexte que tout le monde

serait dans le même bateau, ne convainquent personne.

Lorsque la direction a annoncé 0,5 % d'augmentation sur les salaires, cela a été pris comme une provocation et jeudi 22 janvier, dans les différentes équipes (celle de nuit d'abord puis en journée), des travailleurs ont spontanément débrayé pour protester. À la suite du débrayage, une intersyndicale s'est formée et une suite doit être donnée mercredi 28, à l'occasion d'une autre réunion de négociations sur les salaires.

Correspondant LO

## ••••• Sotteville-lès-Rouen : manifestation du personnel hospitalier

Mardi 20 janvier, une partie du personnel du centre hospitalier du Bois-Petit à Sotteville-lès-Rouen est venue manifester devant l'Agence régionale de santé (ARS) de Rouen. Depuis plus d'un an déjà, les salariés protestent contre la situation de ce centre spécialisé en gériatrie, avec des patients atteints de pathologies lourdes. Ils réclament du personnel supplémentaire et l'embauche de

tous les agents qui arrivent en fin de contrat ces dernières semaines. D'autant plus que des travaux importants rendent la vie quotidienne de l'hôpital encore plus compliquée.

L'ARS leur a promis des moyens supplémentaires, mais ils restent mobilisés, en attendant de voir qui arrive vraiment dans les services. Et ils ont bien raison.

Correspondant LO

# Éboueurs de Marseille : une grève bien visible

**Dans onze des seize arrondissements de Marseille, les agents de la propreté, les rippeurs, les chauffeurs et même les agents de maîtrise, se sont mis en grève à 90 % depuis le jeudi 22 janvier, et dans les rues cela s'est vu.**

Les éboueurs des autres arrondissements ne sont pas en grève, car le nettoyage y a été attribué à des entreprises privées et non à MPM, la communauté urbaine de Marseille Provence Métropole.

Les salariés de MPM en grève demandent le recrutement de personnel, l'arrêt du harcèlement dont ils sont victimes et ils s'opposent à la mise en place d'une

astreinte pour effectuer les éventuelles tournées supplémentaires car, travaillant déjà à flux tendu, ils ne peuvent pas les assurer.

« Il manque vingt-cinq agents de nettoyage, on a demandé le remplacement de dix », explique le secrétaire FO des territoriaux, ajoutant : « À cause du manque de ces agents, d'autres collègues ont été sanctionnés pour ne pas avoir effectué le

travail des agents absents. » Il dénonce aussi « les 300 rap-pels à l'ordre [ injustifiés ] reçus par les agents de collecte en l'espace de quelques semaines », ainsi que l'installation de GPS dans les camions-bennes. Selon Guy Teissier, président (UMP) de MPM, le GPS serait destiné à localiser les agents en cas de panne ou d'agression, un argument pas très convaincant à l'heure du téléphone portable généralisé ; et puis, quand même, il n'y a pas si souvent des agressions de camions-bennes à Marseille ! Aussi les grévistes parlent-ils plutôt de flicage.

Ce qui est sûr, c'est que

l'on se rend compte que ces travailleurs ramassent chaque jour 700 tonnes d'ordures et que, quand ils s'arrêtent, les ordures débordent sur les trottoirs et les rats sont à la fête.

**Dernière heure :** un accord entre le syndicat FO et la direction a été signé mardi soir qui donne en bonne partie satisfaction aux grévistes.

L'accord implique l'embauche de dix agents, soit des titulaires, provenant d'autres services, soit en contrats d'avenir. Il n'y aura pas de troisième tournée et un système d'astreinte permettra de faire face aux

imprévus, ce que réclamaient les grévistes, et, ce qu'ils demandaient aussi, les rappels à l'ordre effectués sur la base des relevés GPS seront annulés. Les GPS ne seraient plus utilisés que « pour optimiser l'organisation des tournées ». Mais les jours de grève ne seront pas payés, soit à peu près 80 euros pour chacun.

Ainsi les grévistes ont obtenu en bonne partie satisfaction. Toujours est-il que les dirigeants de MPM seront sans doute plus prudents avant de jouer les gros durs vis-à-vis des éboueurs.

**Correspondant LO**

## Relais et toilettes gare de Marseille : la grève continue

À la gare SNCF Saint-Charles de Marseille, les employées des toilettes sont en grève et tiennent bon. Alors que leurs collègues de Paris-Nord, Paris-Saint-Lazare, Paris-Bercy, Paris-Austerlitz, Marne-la-Vallée ainsi que de Nîmes ont obtenu satisfaction, les employées des Relais toilettes de Marseille sont encore en lutte pour leurs emplois.

En effet, à la suite d'un changement de marché, la plupart perdront leur emploi et celles qui resteront, leur ancienneté. À Marseille, la filiale SNCF

Itiremia est remplacée par une entreprise privée norvégienne, 2theloo, un prestataire qui ne souhaite pas reprendre les employées avec leur ancienneté. Pourtant, certaines employées sont là depuis quinze ans, à nettoyer les WC et les tenir propres sans arrêt.

La SNCF, aussi muette qu'irresponsable, semble se désintéresser du sort des employées ainsi que des usagers de la gare Saint-Charles qui errent à la recherche de toilettes.

**Correspondant LO**

## RLD blanchisserie - Les Lilas : toujours mobilisés

Les 72 travailleurs de cette usine n'ont pas dit leur dernier mot. La fermeture, décidée par la direction pour le mois de mars, entraînerait leur licenciement, ouvert ou déguisé. Après plusieurs réunions avec la direction, ils ont eu quelques précisions : pas de logements disponibles en HLM aux Mureaux (78) par exemple, où certains seraient mutés, la mairie croulant sous les demandes ; pas d'aménagements d'horaire compatibles avec les transports en commun. Bref, les

travailleurs qui accepteraient les mutations se verraient imposer des temps de trajet fous, prendraient des postes occupés par des collègues en CDD, et les indemnités ridicules ne permettraient même pas de payer le déménagement.

Face à la direction, les travailleurs maintiennent la pression. Avec l'aide des syndicats, des partis et de la population, des centaines de tracts ont été distribués pendant les derniers week-ends sur les marchés des communes voisines et dans les boîtes aux lettres. Ils

ont aussi appelé à les soutenir financièrement. Les ouvriers demandent que le patron rembourse les quatre millions touchés au titre du crédit impôt compétitivité emploi.

Et, pour se faire entendre, crier leur colère et montrer le soutien de la population, ils organisent une manifestation le samedi 31 janvier, qui partira à 11 heures de la blanchisserie, située au 42, rue des Bruyères aux Lilas.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte Ouvrière

**Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et

n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte Ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

### Sur internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

### Vidéos

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Pour les malvoyants**  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# Législative partielle du Doubs : faire entendre le camp des travailleurs

L'élection législative partielle du Doubs vise à élire un remplaçant à Moscovici, nommé à la Commission européenne. Celui-ci poursuit sa carrière de politicien au service des capitalistes, dans la Commission de l'homme de droite Juncker.

Michel Treppo, ouvrier à l'usine Peugeot Sochaux, est le candidat de Lutte Ouvrière dans cette circonscription ouvrière, une des plus ouvrières du pays, marquée par l'industrie automobile et les licenciements.

Les usines Peugeot de Sochaux sont passées de 40 000 ouvriers à la fin des années 1970 à un peu plus de 10 000 aujourd'hui. Une ville comme Sochaux a déperdi, passant de 7 000 à 4 000 habitants.

Sortant de son château de Montretout, Le Pen est venue faire un tour à la porte des usines Peugeot pour y dénoncer « le péril islamiste ». Mais ce qui fait mourir la région, ce n'est pas le péril islamiste, mais le péril du chômage !

C'est le capitalisme qui ferme les usines, précarise le travail, accroît les cadences de production sur les chaînes. C'est la pression capitaliste qui fait que ceux qui ont

encore un travail n'en peuvent plus, pendant qu'une fraction toujours plus importante des travailleurs est réduite au chômage.

Après Le Pen, c'est le Premier ministre Valls qui est venu à Audincourt soutenir le candidat socialiste. Interrogé par le journal *L'Est républicain*, il s'est félicité que « l'État a été très présent... pour sauver PSA. Pierre Moscovici y a joué un rôle important. Maintenant que le marché automobile va un peu mieux, je dis à la direction de PSA... qu'il est temps que cela se traduise par le développement de l'emploi. »

Valls se moque du monde ! Car justement, en ce moment, le nouveau PDG de PSA, Tavares, fait le tour des usines du groupe en répétant aux syndicats qui l'interrogent le même discours en substance : « Mon problème n'est pas de faire de l'emploi, c'est de faire du cash. »

Quant à l'État, il a été

présent, ça oui ! En aidant PSA à faire passer son plan de 11 000 suppressions d'emplois, en injectant de l'argent dans le capital de PSA alors que la famille Peugeot, qui en a tiré toute sa fortune, n'a pas voulu y mettre un centime.

Parmi les autres candidats, le Front de gauche fait campagne sur le thème de « *Debout la gauche !* » pour « *redonner l'espoir* ». Il a le soutien du MRC de Chevènement et du NPA.

Dans cette campagne, nous voulons faire entendre le camp des travailleurs. « *Une candidature ouvrière pour une circonscription ouvrière* », tel est l'axe d'une campagne qui rencontre l'assentiment de nombreux travailleurs de PSA, des sous-traitants ou encore des retraités ou des nombreux chômeurs que l'exploitation capitaliste a poussés hors de l'usine.

Comme le disait une dame, « *les riches sont*



**Michel Treppo**

comme des rois et il ne faut plus que ça soit le cas ». Elle a raison. Certes, on ne renverse pas les rois avec des bulletins de vote. Il faudra des luttes puissantes, massives, débordantes, pour changer la société et le rapport de force entre les travailleurs et les exploités.

Mais cela commence d'abord dans les têtes. Le vote Lutte Ouvrière est un vote de fierté ouvrière. Avec ce bulletin de vote, on peut taper du poing sur la table.

Et, si nombreux sont les électeurs de la



**Christian Driano**

quatrième circonscription à faire ce geste, ce sera le signe qu'une fraction des travailleurs est consciente de ses intérêts et affirme sans complexe ses revendications et ses exigences face aux politiciens qui nous saoulent de « compétitivité », de « coût du travail » ou de « concurrence internationale ».

Etienne Hourdin

**Suivre la campagne :**  
<https://www.lutte-ouvriere.org/en-regions/franche-comte/election-legislative-partielle/>

## Meeting à Sochaux du 28 janvier : extraits de l'allocution de Nathalie Arthaud

Il faut profiter de cette élection pour prendre la parole en tant qu'ouvrier, en tant qu'employé, en tant que salarié qui défend ses intérêts d'exploité. (...) C'est parce que nous ne combattons pas collectivement les licenciements, les suppressions d'emplois et les fermetures d'usines, qu'une partie d'entre nous est livrée au chômage. C'est parce que nous ne nous battons plus pour nos salaires, pour nos retraites, que nous vivons plus mal. (...)

Voter, ce n'est pas encore se battre. Mais comment se battre, si nous ne sommes pas capables d'affirmer le point de vue des travailleurs, nos mots d'ordre, un programme pour les travailleurs ?

Défendre ses intérêts, cela commence par les exprimer, par les

affirmer haut et fort. Il faut dire ce dont nous avons besoin, nous, en tant que travailleurs. (...)

La candidature de LO ne se distingue pas seulement des autres parce que Michel Treppo et Christian Driano sont ouvriers dans l'industrie automobile. Des candidats ouvriers, il peut aussi s'en trouver présentés par le PS, par la droite et même, malheureusement, par le Front national. (...) La différence essentielle entre nous et les autres candidats, c'est que tous prétendent représenter les intérêts des « Français » ou de la « France », quand nous, nous voulons mettre en avant les intérêts propres aux ouvriers, et uniquement ceux-là. (...)

Dans ces élections, nous disons qu'il faut une politique ouvrière

pour une circonscription ouvrière. Nous en appelons à un vote ouvrier, nous en appelons à un sursaut de conscience ouvrière. (...)

Et cela commence par la conscience d'avoir à rejeter le patronat, mais aussi les partis bourgeois. On ne doit pas déléguer notre voix à des politiciens qui pensent et réfléchissent du point de vue de la bourgeoisie, pour défendre les intérêts de la bourgeoisie. (...)

Dans une usine, on apprend très vite à se méfier des béni-oui-oui de la direction. Et ce n'est pas sur eux que l'on compte pour défendre nos intérêts. Aucun travailleur conscient ne les laisserait parler en son nom. Eh bien, en politique, quand on est un travailleur conscient, on n'a aucune raison de se comporter



autrement. Nos porte-parole, on ne doit pas les choisir parmi les béni-oui-oui du système capitaliste, on ne doit pas les choisir parmi les politiciens bourgeois. (...)

Nous, nous présentons un ouvrier. Un ouvrier qui tient le même langage dans l'usine et lors de cette campagne

électorale. Un ouvrier qui ne promet rien aux travailleurs si ce n'est que d'avoir à se battre eux-mêmes. Alors, pour faire entendre la voix des exploités dans cette élection, pour faire entendre la politique ouvrière, pour un vote de dignité ouvrière, votez pour Michel Treppo.